



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم  
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاعات

## JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS  
ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER  (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION : SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT  Abonnement et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9 et 13 Av. A. Benbarek-ALGER Tél : 65.18.15 à 17 - C.C.P. 3200-50 ALGER Télex : 65 180 IMPOF DZ BADR : 060.300.0007 68/KG ETRANGER : (Compte devises) : BADR : 060.320.0600 12
	1 An	1 An	
Edition originale.....	1070,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale et sa traduction	2140,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 13,50 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 27,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne.

**S O M M A I R E****DECRETS**

- Décret exécutif n° 98-253 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 modifiant et complétant le décret n° 83-544 du 24 septembre 1983 portant statut-type de l'université..... 3
- Décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 relatif à la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire..... 9
- Décret exécutif n° 98-255 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 modifiant et complétant le décret exécutif n° 96-105 du 22 Chaoual 1416 correspondant au 11 mars 1996 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de contrôle des opérations de privatisation ainsi que les modalités de désignation, le statut et le régime indemnitaire applicables à ses membres..... 21

**DECISIONS INDIVIDUELLES**

- Décret exécutif du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'Office de promotion immobilière des personnels de l'enseignement supérieur "OPIPES"..... 22
- Décret exécutif du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur au conseil de privatisation..... 22
- Décret exécutif du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 portant nomination du directeur général de l'environnement..... 22
- Décret exécutif du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 portant nomination du directeur général de l'institut national de recherche en éducation..... 22
- Décret exécutif du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 portant nomination d'un directeur d'études au conseil de privatisation..... 22

**ARRETES, DECISIONS ET AVIS****SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT**

- Arrêté du 27 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 21 juillet 1998 portant création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Chef du Gouvernement..... 22

**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES**

- Arrêté du 15 Rabie Ethani 1419 correspondant au 8 août 1998 portant attribution d'une autorisation de prospection à la société nationale SONATRACH sur le périmètre dénommé "El-Mahbes" (blocs 216, 217 et 218)..... 23

**MINISTERE DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE**

- Arrêté du 11 Rabie Ethani 1419 correspondant au 4 août 1998 portant renouvellement de la commission paritaire du personnel au sein du ministère de la petite et moyenne entreprise..... 24
- Arrêté du 11 Rabie Ethani 1419 correspondant au 4 août 1998 portant composition de la commission paritaire du personnel au sein du ministère de la petite et moyenne entreprise..... 25

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**

- Arrêté du 3 Rabie Ethani 1419 correspondant au 27 juillet 1998 fixant la composition du comité interprofessionnel des céréales (OAIC)..... 26

## DECRETS

**Décret exécutif n° 98-253 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 modifiant et complétant le décret n° 83-544 du 24 septembre 1983 portant statut-type de l'université.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-05 du 7 janvier 1984 portant planification des effectifs du système éducatif ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, modifié et complété, portant statut-type de l'université ;

Vu le décret n° 84-182 du 4 août 1984, complété, portant création de l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader ;

Vu les décrets n°s 84-209 et 84-210 du 18 août 1984 relatifs respectivement à l'organisation et au fonctionnement de l'université d'Alger et de l'université des sciences et de la technologie "Houari Boumedienne" ;

Vu les décrets n°s 84-211, 84-212, 84-213 et 84-214 du 18 août 1984, modifiés et complétés, relatifs respectivement à l'organisation et au fonctionnement de l'université d'Oran, de l'université des sciences et de la technologie d'Oran, de l'université de Constantine et de l'université d'Annaba ;

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-122 du 18 juillet 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement et de la formation supérieurs ;

Vu les décrets exécutifs n°s 89-136, 89-137, 89-138, 89-139, 89-140 et 89-141 du 1er août 1989, modifiés et complétés, portant respectivement création des universités de Batna, Blida, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Sétif et Sidi-Bel-Abbès ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 91-313 du 7 septembre 1991 fixant les procédures, les modalités et le contenu de la comptabilité des ordonnateurs et comptables publics ;

Vu le décret exécutif n° 92-05 du 4 janvier 1992 fixant les modalités d'affectation des revenus provenant de travaux et prestations effectués par les établissements publics en sus de leurs missions principales ;

Vu le décret exécutif n° 94-260 du 19 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 27 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Vu le décret exécutif n° 98-189 du 7 Safar 1419 correspondant au 2 juin 1998 portant création de l'université de Boumerdès ;

Vu les décrets exécutifs n°s 98-218, 98-219 et 98-220 du 13 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 7 juillet 1998 portant respectivement création des universités de Béjaïa, Biskra et Mostaganem ;

### Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé.

Art. 2. — *L'article 2* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 2. — L'université est créée par décret exécutif sur proposition du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Elle est composée de facultés. Le décret de création de l'université en fixe le siège ainsi que le nombre et la vocation des facultés qui la constituent.

La modification de la consistance physique de l'université intervient par décret exécutif, sur proposition du ministre chargé de l'enseignement supérieur".

Art. 3. — *L'article 4* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 4. — Dans le cadre de ses missions, l'université assure la coordination des activités des facultés qui la composent, des services techniques et administratifs communs et de la bibliothèque centrale".

Art. 4. — *L'article 7* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 7. — Le conseil d'orientation de l'université est composé :

- du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou son représentant, président ;
- du représentant du ministre chargé des finances ;
- du représentant du ministre chargé de l'éducation nationale ;
- du représentant de l'autorité chargée de la fonction publique ;
- du représentant de l'autorité chargée de la recherche scientifique ;
- de représentants des principaux secteurs utilisateurs dont la liste est fixée par le décret de création de chaque université ;
- des doyens des facultés ;
- d'un représentant des enseignants par faculté élu parmi les professeurs de l'enseignement supérieur ou, à défaut, les maîtres de conférences ;
- de deux (2) représentants élus des personnels administratifs, techniques et de service ;
- de deux (2) représentants élus des étudiants.

Le recteur de l'université assiste aux réunions du conseil d'orientation avec voix consultative et en assure le secrétariat.

Le secrétaire général et le responsable de la bibliothèque centrale de l'université assistent aux réunions avec voix consultatives.

Le conseil d'orientation peut inviter en consultation toute personne jugée utile en raison de sa compétence sur les questions inscrites à l'ordre du jour".

Art. 5. — *L'article 13* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 13. — Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises, pour approbation, à l'autorité de tutelle dans les huit (8) jours qui suivent sa réunion.

Elles sont exécutoires trente (30) jours après réception des procès-verbaux par l'autorité de tutelle sauf opposition expresse signifiée dans ce délai.

Les délibérations du conseil d'orientation portant sur le budget, le compte de gestion, les acquisitions, ventes ou locations d'immeubles, l'acceptation des dons et legs ne deviennent exécutoires qu'après approbation expresse donnée conjointement par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et le ministre chargé des finances".

Art. 6. — *L'article 14* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 14. — Le conseil scientifique de l'université comprend :

- le recteur de l'université, président ;
- les vice-recteurs ;
- les doyens des facultés ;
- les présidents des conseils scientifiques des facultés ;
- un représentant des enseignants par faculté élu parmi ceux appartenant au grade le plus élevé ;
- le responsable de la bibliothèque centrale.

Le conseil scientifique de l'université peut inviter en consultation toute personne dont la compétence peut lui être utile dans ses travaux".

Art. 7. — Les dispositions des articles 15 et 16 du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983 susvisé, sont abrogées.

Art. 8. — *L'article 17* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 17. — Le conseil scientifique de l'université se réunit deux (2) fois par an, en session ordinaire. Il peut se réunir, en session extraordinaire sur convocation du ministre chargé de l'enseignement supérieur, de son président ou à la demande de la majorité de ses membres et à chaque fois que de besoin.

Les modalités de fonctionnement du conseil scientifique de l'université et celles de désignation des représentants des enseignants sont définies par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur".

Art. 9. — *L'article 18* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est complété comme suit :

"Art. 18. — Le conseil scientifique de l'université émet des avis et recommandations, notamment sur :

- Les plans annuels et pluri-annuels d'enseignement et de recherche de l'université ;
- Les projets de création, de modification ou de dissolution de facultés, de départements ou d'unités de recherche ;
- Les programmes d'échange et de coopération inter-universitaires ;
- Les bilans scientifiques d'enseignement et de recherche de l'université ;
- les programmes de partenariat de l'université avec les divers secteurs socio-économiques ;
- Les programmes des manifestations scientifiques et techniques organisées par l'université.

Il propose les orientations des politiques de recherche et de documentation scientifique et technique de l'université.

Les avis et recommandations du conseil de l'université sont portés à la connaissance du conseil d'orientation par le recteur".

Art. 10. — *L'article 19* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est complété comme suit :

"Art. 19. — Le rectorat, placé sous l'autorité du recteur, comprend :

\* des vice-recteurs dont le nombre et les fonctions seront déterminés par le décret de création de l'université ;

\* le secrétaire général ;

\* le responsable de la bibliothèque centrale".

Art. 11. — *L'article 20* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 20. — Le recteur est responsable du fonctionnement général de l'université dans le respect des prérogatives des autres organes de l'université.

A ce titre :

— il représente l'université dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel ;

— il passe tout marché, convention, contrat et accord dans le cadre de la réglementation en vigueur ;

— il veille à l'application de la législation et de la réglementation en vigueur en matière d'enseignement et de scolarité ;

— il est ordonnateur principal du budget de l'université ;

— il délègue les crédits nécessaires au fonctionnement de chacune des facultés et donne délégation de signature à leurs doyens ;

— il nomme les personnels de l'université pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu ;

— il prend toute mesure propre à améliorer les activités pédagogiques et scientifiques dans le respect des attributions des autres organes de l'université ;

— il veille au respect du règlement intérieur de l'université dont il élabore le projet qu'il soumet à l'approbation du conseil d'orientation ;

— il est responsable du maintien de l'ordre et de la discipline dans l'enceinte de l'université ;

— il délivre, par délégation du ministre chargé de l'enseignement supérieur, les diplômes ;

— il assure la garde et la conservation des archives".

Art. 12. — Le décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est complété par deux (2) *articles 20 bis et 20 ter* libellés comme suit :

"Art. 20 bis. — Le secrétaire général de l'université est chargé de la gestion administrative et financière des structures du rectorat et des services communs.

Il reçoit, à cet effet, délégation de signature du recteur de l'université".

"Art. 20 ter. — Le responsable de la bibliothèque centrale est chargé du fonctionnement général des structures placées sous son autorité.

Il reçoit, à cet effet, délégation de signature du recteur de l'université".

Art. 13. — *L'article 21* du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 21. — Les vice-recteurs sont nommés, sur proposition du recteur, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur pour une durée de trois (3) ans, parmi les enseignants justifiant du grade de professeur ou, à défaut, de maître de conférence.

Le secrétaire général est nommé sur proposition du recteur, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur parmi les fonctionnaires appartenant au moins au grade d'administrateur ou à un grade équivalent et justifiant d'au moins cinq (5) ans de services effectifs en cette qualité.

Le responsable de la bibliothèque centrale est nommé sur proposition du recteur, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur parmi les conservateurs en chef ou les conservateurs justifiant de cinq (5) ans de services effectifs en cette qualité".

Art. 14. — Le titre II du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, intitulé "de l'institut" est remplacé de *l'article 22 à l'article 36* par un titre II intitulé "de la faculté" rédigé comme suit.

## TITRE II

### DE LA FACULTE

#### Chapitre 1

#### Dispositions générales

"Art. 22. — La faculté est une unité d'enseignement et de recherche de l'université dans le domaine de la science et de la connaissance.

Elle est pluridisciplinaire mais peut être, le cas échéant, créée autour d'une discipline dominante.

Elle assure notamment :

— des enseignements de graduation et de post-graduation ;

- des activités de recherche scientifique ;
- des actions de formation continue, de perfectionnement et de recyclage".

"Art. 23. — La faculté est composée de départements dont elle assure la coordination des activités et comporte une bibliothèque organisée en services et sections.

Le département recouvre une filière, une discipline ou une spécialité dans la discipline et regroupe, le cas échéant, des laboratoires.

Le département est créé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur et est chargé d'assurer la programmation, la réalisation, l'évaluation et le contrôle des activités d'enseignement et de recherche, dans le domaine qui le concerne.

Les missions du département seront précisées, en tant que de besoin, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur".

## Chapitre 2

### Organisation administrative et scientifique de la faculté

"Art. 24. — La faculté est dirigée par un doyen, administrée par un conseil de faculté et dotée d'un conseil scientifique.

Le département est dirigé par un chef de département et doté d'un comité scientifique".

"Art. 25. — L'organisation administrative de la faculté est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'enseignement supérieur, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

L'organisation pédagogique de la faculté et des départements est fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur".

## Chapitre 3

### Du conseil de faculté

"Art. 26. — Le conseil de faculté comprend :

- le doyen de la faculté, président ;
- le président du conseil scientifique de la faculté ;
- les chefs de départements ;
- les directeurs d'unités de recherche, s'il y a lieu ;
- un représentant des enseignants par département élu parmi ceux justifiant du grade le plus élevé ;
- un représentant élu des étudiants par département ;
- deux (2) représentants élus des personnels administratifs, techniques et de service.

Le responsable des services de soutien à la pédagogie et à la recherche, le responsable des services administratifs et financiers ainsi que celui de la bibliothèque de faculté assistent aux réunions avec voix consultatives.

Les modalités de fonctionnement du conseil de faculté sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur".

"Art. 27. — Le conseil de faculté est chargé de :

- étudier les perspectives de développement de la faculté ;
- programmer des actions de formation continue, de perfectionnement et de recyclage ;
- élaborer les projets de budget de la faculté ;
- examiner la gestion de la faculté ;
- dresser le bilan annuel de la formation et de la recherche de la faculté ;
- approuver le rapport annuel d'activités de la faculté présenté par le doyen.

Le conseil étudie et propose toute mesure propre à améliorer le fonctionnement de la faculté et à favoriser la réalisation de ses objectifs.

Il donne son avis sur toute question qui lui est soumise par le doyen de la faculté".

## Chapitre 4

### Du conseil scientifique de faculté et du comité scientifique de département

"Art. 28. — Le conseil scientifique de la faculté comprend, outre le doyen de la faculté, les membres suivants :

- les chefs de départements ;
- les présidents des comités scientifiques de département ;
- le ou les directeurs d'unité de recherche, s'il y a lieu ;
- un représentant élu des enseignants par département.

Les représentants des enseignants sont élus par leurs pairs réunis, parmi ceux justifiant du grade le plus élevé et sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, pour une durée de trois (3) ans renouvelable.

Le président du conseil scientifique de la faculté est élu par l'ensemble de ses membres parmi les enseignants justifiant du grade le plus élevé. Il est nommé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur pour une durée de trois (3) ans renouvelable une fois".

"Art. 29. — Le conseil scientifique de la faculté est chargé d'émettre des avis et recommandations sur :

- l'organisation et le contenu des enseignements ;
- l'organisation des travaux de recherche ;
- les propositions de programmes de recherche ;
- les propositions d'ouverture, de reconduction et/ou de fermeture des filières de post-graduation et le nombre de postes à pourvoir ;
- le bilan de la post-graduation ;
- les profils et les besoins en enseignants ;
- les publications de la faculté et l'organisation de manifestations scientifiques.

Il donne son agrément aux sujets de recherche proposés par les post-graduants.

Il assure le suivi des thèses des post-graduants et en constate périodiquement l'évolution.

Il propose les jurys de soutenance des mémoires et thèses de post-graduation.

Il examine les bilans d'activités pédagogiques et scientifiques de la faculté qui sont transmis par le doyen au recteur, accompagnés de ses avis et recommandations.

Il peut être saisi de toute autre question d'ordre pédagogique ou scientifique qui lui est soumise par le doyen.

Les modalités de fonctionnement du conseil scientifique de faculté sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur".

"Art. 30. — Le conseil scientifique de faculté exerce les prérogatives du conseil scientifique de l'unité de recherche prévu par l'article 10 du décret n° 83-455 du 23 juillet 1983 relatif aux unités de recherche".

"Art. 31. — Le comité scientifique de département comprend, outre le chef de département, six (6) à huit (8) membres représentants des enseignants.

Les représentants des enseignants sont élus par leurs pairs réunis et nommés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, pour une durée de trois (3) ans renouvelable.

Dans le cadre de l'effectif prévu ci-dessus, le nombre exact de professeurs, de maîtres de conférences, de maîtres-assistants - chargés de cours et de maîtres-assistants pour chaque comité scientifique, sera déterminé selon des critères fixés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Le président du comité scientifique est élu par l'ensemble des membres parmi les enseignants justifiant du grade le plus élevé. Il est nommé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur pour une durée de trois (3) ans renouvelables une fois".

"Art. 32. — Le comité scientifique de département est chargé de :

- proposer l'organisation et le contenu des enseignements ;
- donner son avis sur la répartition des charges pédagogiques ;
- donner son avis sur les bilans des activités pédagogiques et scientifiques du département ;
- proposer les programmes de recherche du département ;
- proposer en matière de post-graduation, l'ouverture, la reconduction et/ou la fermeture des filières et le nombre des postes à pourvoir ;
- émettre un avis sur les sujets de recherche proposés par les post-graduants et les chercheurs ;
- assurer le suivi des mémoires des post-graduants et en constater périodiquement l'évolution ;
- donner un avis sur les publications du département et l'organisation des manifestations scientifiques.

Les modalités de fonctionnement du comité scientifique de département sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur".

#### Chapitre 5

#### Du doyen de la faculté

"Art. 33. — Le doyen de la faculté est nommé par décret exécutif sur proposition du ministre chargé de l'enseignement supérieur, parmi les enseignants en activité appartenant au grade de professeur ou de maître de conférences".

"Art. 34. — Le doyen est chargé d'assurer la gestion de la faculté et de prendre toute mesure concourant à l'organisation et au bon fonctionnement des services relevant de son autorité.

A ce titre, il :

- est ordonnateur secondaire des crédits de fonctionnement qui lui sont délégués par le recteur ;
- assure et exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels placés sous son autorité ;
- prépare les réunions du conseil de faculté et assure la mise en œuvre des décisions.
- établit le rapport annuel d'activités qu'il adresse au recteur de l'université, après approbation du conseil de faculté".

"Art. 35. — Le doyen de faculté est assisté dans sa tâche par :

- des chefs de départements ;
- le responsable des services de soutien à la pédagogie et à la recherche ;

— le responsable des services administratifs et financiers de la faculté ;

— le responsable de la bibliothèque de faculté ;

— des directeurs d'unités de recherche, s'il y a lieu".

"Art. 36. — Le chef de département est responsable du fonctionnement pédagogique et administratif du département.

Il est assisté, le cas échéant, de chefs de laboratoires.

Il est nommé sur proposition du doyen de la faculté et après avis du recteur de l'université pour une durée de trois (3) ans par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur parmi les enseignants justifiant du grade le plus élevé".

Art. 15. — Le libellé "Chapitre 6 — Organisation financière" du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est remplacé par l'intitulé "Titre III — Organisation financière".

Art. 16. — L'article 37 du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 37. — Le projet de budget de l'université, préparé par le recteur et les doyens de facultés est présenté au conseil d'orientation de l'université qui en délibère.

Il est ensuite soumis à l'approbation conjointe du ministre chargé de l'enseignement supérieur et du ministre chargé des finances".

Art. 17. — L'article 38 du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est complété comme suit :

"Art. 38. — Le budget de l'université comporte un titre de ressources et un titre de dépenses :

A — Les ressources comprennent :

1 — les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales et par les établissements ou organismes publics ;

2 — les subventions des organisations internationales ;

3 — les recettes diverses liées à l'activité de l'université ;

4 — le produit des prestations de services et des travaux d'études, de recherche et d'expertise réalisés par l'université ;

5 — les emprunts, dons et legs ;

6 — les dotations exceptionnelles ;

7 — toutes autres ressources découlant des activités de l'université en rapport avec son objet.

B — Les dépenses comprennent :

1 — les dépenses de fonctionnement des structures du rectorat, des services communs et de la bibliothèque centrale de l'université ;

2 — les dépenses de fonctionnement propres aux facultés ;

3 — les dépenses d'équipement ;

4 — toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'université".

Art. 18. — L'article 39 du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 39. — Après approbation du budget dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus, le recteur en transmet une expédition au contrôleur financier".

Art. 19. — L'article 40 du décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 40. — La comptabilité de l'université est tenue, conformément aux règles de la comptabilité publique.

La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre chargé des finances.

Les facultés sont dotées d'un agent comptable secondaire agréé par le ministre chargé des finances et agissant, conformément à la réglementation en vigueur".

Art. 20. — L'appellation "ministre chargé de l'enseignement et de la recherche scientifique" est remplacée dans tout le décret n° 83-544 du 24 septembre 1983, susvisé, par l'appellation "ministre chargé de l'enseignement supérieur".

Art. 21. — L'organisation des universités objets des décrets n° 84-182, 84-209, 84-210, 84-211, 84-212, 84-213, 84-214, 89-136, 89-137, 89-138, 89-139, 89-140, 89-141, 98-189, 98-218, 98-219 et 98-220, susvisés, devra être mise en conformité avec les dispositions du présent décret au plus tard le 31 décembre 1998.

Art. 22. — En attendant la mise en œuvre des dispositions de l'article 21 ci-dessus les universités susmentionnées demeurent régies par les dispositions en vigueur à la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 23. — Les modalités d'application du présent décret seront, en tant que de besoin, précisées par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 24. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998.

Ahmed OUYAHIA.



**Décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 relatif à la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-05 du 7 janvier 1984 portant planification des effectifs du système éducatif ;

Vu la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, modifiée et complétée, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe ;

Vu le décret législatif n° 93-17 du 23 Joumada Ethania 1414 correspondant au 7 décembre 1993 relatif à la protection des inventions ;

Vu l'ordonnance n° 94-03 du 27 Rajab 1415 correspondant au 31 décembre 1994 portant loi de finances pour 1995, notamment son article 146 ;

Vu l'ordonnance n° 96-16 du 16 Safar 1417 correspondant au 2 juillet 1996 relative au dépôt légal ;

Vu l'ordonnance n° 97-10 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins ;

Vu le décret n° 67-284 du 20 décembre 1967 créant une commission nationale d'équivalence des titres et diplômes universitaires étrangers ;

Vu le décret n° 71-189 du 30 juin 1971 portant modalités de fixation des équivalences de titres, diplômes et grades étrangers avec des titres, diplômes et grades universitaires algériens, et réorganisant la commission nationale d'équivalence ;

Vu le décret n° 71-275 du 3 décembre 1971 portant création du diplôme d'études médicales spéciales ;

Vu le décret n° 74-200 du 1er octobre 1974 portant création du doctorat en sciences médicales ;

Vu le décret n° 83-455 du 23 juillet 1983 relatif aux unités de recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 83-521 du 10 septembre 1983 fixant le statut des centres de recherche créés auprès des administrations centrales ;

Vu le décret n° 83-543 du 24 septembre 1983, modifié et complété, portant statut-type de l'institut national d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 83-544 du 24 septembre 1983 portant statut-type de l'université ;

Vu le décret n° 86-52 du 18 mars 1986 portant statut-type des travailleurs de la recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 87-70 du 17 mars 1987 portant organisation de la post-graduation ;

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-122 du 18 juillet 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement et de la formation supérieurs ;

Vu le décret exécutif n° 91-479 du 14 décembre 1991, modifié et complété, portant statut-type du centre universitaire ;

Vu le décret exécutif n° 94-260 du 19 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 27 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Vu le décret exécutif n° 97-291 du 22 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 27 juillet 1997 portant création du certificat d'études spécialisées en sciences médicales ;

**Décète :**

**TITRE I**

**DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de définir et d'organiser la formation doctorale, la post-graduation spécialisée et l'habilitation universitaire.

Art. 2. — La formation doctorale succède aux cycles de graduation dans l'enseignement et la formation supérieurs.

Elle a pour objet de former aux métiers de l'enseignement et de la formation supérieurs, de la recherche, de l'expertise et de l'encadrement de haut niveau dans les différents secteurs de la vie économique et sociale.

Art. 3. — La post-graduation spécialisée participe de la formation continue; elle a pour objet de compléter et d'actualiser des formations initiales par des spécialisations en vue d'améliorer les qualifications du candidat dans le cadre de l'adéquation formation-emploi.

Art. 4. — L'habilitation universitaire consacre pour l'enseignant-chercheur un niveau élevé de compétence et d'aptitude scientifique; elle est accordée par un jury à des enseignants-chercheurs en position d'activité, ayant réalisé des travaux de recherche de haut niveau et valorisé leurs résultats par des publications dans des revues de notoriété reconnue, des communications nationales et/ou internationales ou le dépôt de brevets.

## TITRE II

## DE LA FORMATION DOCTORALE

Art. 5. — Le cycle de la formation doctorale est organisé, pour toutes les filières et les disciplines, à l'exception des sciences médicales régies par les dispositions des décrets n° 71-275 du 03 décembre 1971, n° 74-200 du 1er octobre 1974 et n° 97-291 du 27 juillet 1997 susvisés, en deux étapes comportant des études pour l'obtention du diplôme de magister suivies de la préparation d'une thèse de doctorat dans le même champ de recherche.

Art. 6. — Il est institué auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur une commission d'habilitation aux formations doctorales.

La commission d'habilitation aux formations doctorales est chargée :

- d'étudier les dossiers des candidatures d'habilitation ainsi que les demandes de renouvellement présentées par les établissements, en procédant, notamment, à une évaluation de la capacité de ces derniers à organiser des formations doctorales ;

- d'étudier les dossiers des candidatures d'habilitation à délivrer des habilitations universitaires ainsi que les demandes de renouvellement présentées par les établissements ;

- de proposer le nombre de postes à ouvrir en formation doctorale dans les différentes filières et disciplines, en fonction des capacités disponibles et des besoins programmés ;

- d'examiner les bilans annuels de la formation doctorale et de faire toute proposition ou suggestion susceptible d'en améliorer le fonctionnement et le rendement.

Art. 7. — La commission d'habilitation aux formations doctorales comprend, notamment, des représentants de l'administration centrale chargée de l'enseignement supérieur, des recteurs d'universités et des directeurs d'établissements d'enseignement supérieur ainsi que les directeurs des établissements de formation supérieure et de recherche concernés .

La composition et les modalités de fonctionnement de la commission d'habilitation aux formations doctorales sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 8. — Les études pour l'obtention du diplôme de magister sont organisées au sein des universités, des établissements d'enseignement supérieur et autres établissements de formation et de recherche habilités par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition de la commission d'habilitation aux formations doctorales.

Art. 9. — La thèse de doctorat est préparée au sein des universités habilitées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition de la commission d'habilitation aux formations doctorales.

Elle peut être également organisée au sein des établissements d'enseignement supérieur et autres établissements de formation et de recherche habilités par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition de la commission d'habilitation aux formations doctorales.

Art. 10. — Les conditions et les modalités de délivrance des habilitations prévues aux articles 8 et 9 ci-dessus sont définies par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

L'arrêté d'habilitation de l'établissement devra préciser, notamment, l'établissement concerné, la filière, la discipline et l'option retenues, les équipements scientifiques requis le cas échéant, ainsi que les noms, prénoms et qualifications des enseignants ou chercheurs susceptibles de participer à l'encadrement de la formation envisagée.

Art. 11. — L'habilitation à la formation en vue du diplôme de magister est soumise à renouvellement tous les deux (02) ans et également, lorsque les conditions ayant présidé à son obtention ont changé.

Art. 12. — L'habilitation à la formation en vue du diplôme de doctorat est soumise à renouvellement tous les quatre (04) ans et également lorsque les conditions ayant présidé à son obtention ont changé.

Art. 13. — Le cas échéant, le retrait de l'habilitation est prononcé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition de la commission d'habilitation aux formations doctorales.

En cas de retrait ou de non renouvellement de l'habilitation, l'établissement concerné est tenu d'assurer la poursuite de la formation des candidats régulièrement inscrits pour la préparation d'un magister ou d'une thèse de doctorat .

Art. 14. — Le diplôme de magister et le diplôme de doctorat sont signés et délivrés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 15. — Outre les objectifs de formation pour l'expertise et l'encadrement de haut niveau dans les différents secteurs de la vie économique et sociale, les spécialités ouvertes en formation doctorale doivent être en adéquation qualitative et quantitative avec les besoins par filière et sous-filière en enseignants universitaires et chercheurs .

Art. 16. — La nomenclature des filières ouvertes à la formation doctorale, le nombre par filière de postes ouverts à l'échelle nationale et leur répartition par établissement, filière, spécialité et option sont fixés annuellement par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition de la commission d'habilitation aux formations doctorales.

Art. 17. — Les sujets de mémoire de magister ou de thèse de doctorat doivent, chaque fois que cela sera possible, être définis et formulés pour répondre à la nécessité de double couplage entre les objectifs pédagogiques de formation des formateurs et les objectifs de recherche d'une part, les objectifs de recherche et les objectifs de développement économique et social d'autre part.

Art. 18. — Les thématiques de recherche correspondant aux sujets de mémoires de magister ou de thèse de doctorat doivent, chaque fois que cela sera possible, soit être puisées dans les programmes nationaux prioritaires de recherche, y compris les programmes dits spécifiques ou mobilisateurs, soit contribuer d'une façon directe ou indirecte à la réalisation de ces programmes.

Art. 19. — Les sujets de mémoires de magister ou de thèses de doctorat répondant aux conditions prévues à l'article 18 ci-dessus peuvent, sans préjudice de leur prise en charge dans le cadre de l'établissement d'inscription, bénéficier d'un financement d'appoint dans le cadre du Fonds national de la recherche scientifique et du développement technologique.

La formation doctorale peut également bénéficier de parrainage, de financement ou d'autres soutiens de la part d'organismes et établissements publics ou privés, de personnes morales de droit public ou privé ou de personnes physiques.

Les modalités d'application de l'alinéa ci-dessus sont définies en tant que de besoin par voie réglementaire.

Art. 20. — Les formations en vue de l'obtention du diplôme de magister ou du diplôme de doctorat peuvent bénéficier des programmes de stages de courte durée à l'étranger et des accords programmes de coopération internationale dans le cadre de la réglementation en vigueur.

### TITRE III

#### DU DIPLOME DE MAGISTER

Art. 21. — La première étape dans le cycle de formation doctorale est sanctionnée par le diplôme de magister.

Art. 22. — La formation en vue du diplôme de magister a pour objet l'approfondissement des connaissances dans un domaine scientifique particulier, l'initiation aux techniques de la recherche, la familiarisation avec les méthodes d'analyse, de raisonnement et de construction d'un protocole adapté d'investigations et/ou d'expérimentation.

Art. 23. — L'objectif de cette étape est de développer chez l'impétrant, des capacités de démonstration et de raisonnement scientifiques, de synthèse, d'interprétation des résultats des événements et des faits, de transcription de ces résultats sous une forme exploitable. L'objectif est également de cultiver chez l'impétrant, l'aptitude à la pondération, à la rigueur et à la proportionnalité dans le jugement.

Art. 24. — L'accès à la formation en vue du diplôme de magister est ouvert, par voie de concours sur épreuves, aux titulaires d'un diplôme de graduation de longue durée ou d'un diplôme reconnu équivalent.

Les modalités d'organisation des concours sont précisées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

L'accès à la formation en vue du diplôme de magister peut être ouvert, sans concours, aux titulaires d'un diplôme de graduation de longue durée ou d'un diplôme reconnu équivalent, majors de promotions à l'issue de leurs études de graduation.

Les conditions et les modalités d'application de cette disposition sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

La liste des candidats admis est établie par le conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou par le conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité.

Art. 25. — La liste des diplômes donnant accès à la formation sanctionnée par le diplôme de magister est fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 26. — Le nombre des inscriptions ouvertes dans une filière et ses différentes spécialités est déterminé par la commission d'habilitation aux formations doctorales, en fonction du potentiel d'encadrement de l'établissement habilité.

Art. 27. — Les études en vue de l'obtention du diplôme de magister durent deux années et sont formalisées par deux inscriptions annuelles consécutives auprès d'un établissement de formation habilité.

Art. 28. — La formation en vue de l'obtention du diplôme de magister comporte :

- des enseignements théoriques ;
- des enseignements pratiques ou de laboratoire dans les disciplines où ces enseignements sont nécessaires ;
- l'enseignement d'une langue étrangère en vue de son utilisation dans le domaine de recherche concerné ;
- des enseignements méthodologiques, de pédagogie ou de recherche ;

— des conférences, des exposés, des ateliers et des séminaires ;

— la préparation d'un mémoire.

L'assiduité à toutes les activités composant le cursus est obligatoire.

Art. 29. — Les enseignements sont subdivisés en enseignements de base et en enseignements spécialisés ou optionnels.

Art. 30. — Les enseignements de base sont dispensés en commun pour plusieurs options, organisés pendant un quadrimestre et correspondent à un volume horaire global variant entre 300 et 400 heures, en fonction du domaine, de la filière et de la spécialité choisis. Les enseignements de base sont sanctionnés par des examens.

Art. 31. — Les enseignements spécialisés ou optionnels sont dispensés par option, organisés pendant un trimestre et correspondent à un volume horaire global variant entre 250 et 300 heures, en fonction du domaine, de la filière, de la spécialité et de l'option choisis. Les enseignements spécialisés sont sanctionnés par des examens.

Art. 32. — Pour les disciplines scientifiques et technologiques notamment, les enseignements pratiques et les travaux de laboratoire pourront être organisés en session bloquée de 3 à 4 semaines, une fois achevée la période des enseignements spécialisés ou optionnels. Les enseignements pratiques, les travaux de laboratoire et / ou les travaux de terrain sont obligatoires et font également l'objet de notation.

Art. 33. — Le contenu des enseignements méthodologiques de pédagogie et de recherche est fixé, pour chaque filière, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 34. — Le candidat participe, en deuxième année de formation, à l'encadrement des travaux pratiques ou des travaux dirigés de graduation, sous la responsabilité d'un enseignant de rang magistral qui apprécie ses prestations.

Art. 35. — Les candidats admis à l'issue des examens et de l'évaluation prévus aux articles 30, 31 et 32 ci-dessus s'engagent dans une période de stage.

Lorsque le candidat a obtenu des résultats insuffisants aux examens sanctionnant les enseignements théoriques et pratiques, le comité pédagogique de magister, prévu à l'article 40 ci-dessous, l'exclut de la formation doctorale.

Il peut être autorisé à refaire, une fois, tout ou partie du programme de première année, lorsque des circonstances exceptionnelles, relevant de cas de force majeure dûment vérifié, l'ont empêché de poursuivre une scolarité normale.

Art. 36. — La période de stage effectué en laboratoire ou auprès d'une institution spécialisée dans le domaine d'intérêt, aide le candidat à choisir le champ de recherche de sa future thèse de doctorat. Ce stage, d'une durée de 4 à 5 trimestres, est sanctionné par la préparation, la rédaction et la soutenance orale devant un jury d'un mémoire individuel d'initiation à la recherche.

Art. 37. — Nonobstant les dispositions de l'article 36 ci-dessus, la durée de préparation du mémoire peut, pour certaines disciplines, être prolongée d'un semestre ; l'arrêté d'habilitation prévu à l'article 8 ci-dessus précisera les disciplines concernées.

Art. 38. — Nonobstant les dispositions des articles 36 et 37 ci-dessus, une extension maximale de trois (03) mois de la durée du stage de magister peut, exceptionnellement, être accordée au candidat sur autorisation dérogatoire du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité.

Art. 39. — Lorsque les circonstances et les conditions le permettent, le candidat qui prépare son mémoire de magister doit intégrer un groupe ou une équipe de recherche structuré et opérationnel pour y effectuer ses travaux.

Art. 40. — Le suivi pédagogique et scientifique des différents enseignements théoriques et pratiques dispensés est assuré par un comité pédagogique de magister désigné par le conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou par le conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité.

Il est composé de trois (03) enseignants de rang magistral ou chercheurs ayant au moins le grade de chargé de recherches, ayant à charge des enseignements théoriques ou pratiques dans la spécialité concernée.

Art. 41. — Il est créé un fichier central des sujets de mémoires de magister soutenus ainsi que des sujets en cours, par domaine et spécialité, ouvert à la consultation pour tout enseignant-chercheur.

Les conditions de mise en oeuvre du fichier central des mémoires de magister, d'enregistrement et de retrait des sujets de mémoires dans le fichier, sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 42. — Le candidat choisit un sujet de mémoire en accord avec un directeur de mémoire ; l'inscription du sujet de mémoire n'est autorisée qu'à l'issue de la période des enseignements de base en vue du diplôme de magister.

Le sujet de mémoire est soumis à l'agrément du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité qui en apprécie la conformité avec les axes de recherche prioritaires. Le sujet agréé fait l'objet d'un enregistrement dans le fichier central des mémoires de magister.

Le candidat doit soumettre un plan de travail pour l'élaboration de son mémoire, accompagné d'une synthèse bibliographique relative au sujet choisi, au plus tard à la fin de la période des enseignements spécialisés.

Art. 43. — Le mémoire prévu à l'article 36 ci-dessus consiste en l'élaboration d'un travail de recherche scientifique, d'aspect théorique ou pratique ou les deux à la fois, relatif à un sujet précis.

Pour l'élaboration du mémoire, il est attendu du candidat la mise en oeuvre de méthodes conformes aux exigences d'objectivité et de précision ; le postulant devant démontrer ses capacités d'observation, d'analyse et de synthèse par un travail réalisé et rédigé avec la rigueur scientifique qui convient ; l'originalité n'étant pas fondamentalement requise.

Art. 44. — Le document de mémoire doit être rédigé en langue nationale.

Il peut également être rédigé dans une autre langue, si une autorisation expresse est accordée par le chef d'établissement, après avis motivé du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité.

Art. 45. — Un résumé en langue nationale du document de mémoire doit obligatoirement accompagner le dossier de mémoire lors de son dépôt officiel pour évaluation.

Les mémoires rédigés dans une langue autre que la langue nationale doivent également faire l'objet d'un résumé élaboré dans la langue d'écriture du mémoire.

La consistance et la présentation du mémoire et des résumés seront précisées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 46. — Le dossier de soutenance doit être déposé en huit (08) exemplaires, un (01) mois au moins avant la date prévue pour la soutenance.

L'autorisation de soutenir le mémoire est délivrée par le directeur de l'établissement habilité, aux candidats ayant réussi aux examens sanctionnant les enseignements théoriques et pratiques, au vu d'un rapport favorable établi par le directeur de mémoire et après accord du comité pédagogique de magister.

Art. 47. — La soutenance du mémoire de magister a lieu publiquement devant un jury comprenant trois à cinq membres, enseignants de rang magistral ou chercheurs ayant au moins le grade de chargé de recherches.

Art. 48. — Le jury est désigné par le recteur ou par le directeur de l'établissement habilité, sur proposition du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité et comprend, notamment le directeur de mémoire, en qualité de rapporteur.

Il peut également comprendre un (01) membre extérieur à l'établissement d'inscription, choisi pour sa compétence dans le domaine d'intérêt du sujet, parmi les enseignants-chercheurs répondant aux conditions fixées à l'article 47 ci-dessus.

Si la majorité du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité n'est pas constituée d'enseignants de rang magistral ou de chercheurs ayant au moins le grade de chargé de recherches, le jury est désigné par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition de ce conseil.

Art. 49. — Le jury évalue le contenu du mémoire, en apprécie l'exposé oral par le candidat, peut interroger celui-ci, délibère à huis-clos et rend publiques ses décisions par la voix de son président.

Les décisions du jury sont prises à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

Art. 50. — Le diplôme de magister est décerné avec mention de la filière, de la spécialité et de l'option au candidat ayant réussi aux examens et à la soutenance du mémoire prévus aux articles 30, 31, 32 et 47 du présent décret.

Le diplôme porte, en outre, la mention obtenue par le candidat, les mentions possibles étant les suivantes :

— "Passable", lorsque la moyenne générale est au moins égale à 10/20 et inférieure à 12/20.

— "Assez-bien", lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12/20 et inférieure à 14/20.

— "Bien", lorsque la moyenne générale est au moins égale à 14/20 et inférieure à 16/20.

— "Très-bien", lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16/20.

La pondération des notes obtenues aux examens théoriques et pratiques pour le calcul de la moyenne des examens est laissée à l'appréciation du comité pédagogique de magister.

La moyenne générale est calculée, à pondération égale, à partir de la moyenne des examens et de la note de soutenance du mémoire.

Art. 51. — Seuls les titulaires des mentions "très-bien", "bien" et "assez-bien" peuvent accéder à une inscription en thèse de doctorat.

#### TITRE IV

#### DE LA THESE DE DOCTORAT

Art. 52. — L'objet de la thèse en vue du doctorat est de consacrer les capacités du candidat à réaliser un travail de recherche original, de niveau appréciable et de contribuer de façon significative à la résolution de problèmes scientifiques, technologiques et socio-économiques.

La thèse doit nécessairement apporter une contribution à l'avancement des connaissances ou conduire à des applications nouvelles.

Les exigences en matière de formation doctorale permettent d'évaluer chez le futur impétrant les qualifications, l'habileté et l'aptitude requises pour mener à bien des travaux de recherche d'une façon autonome.

Art. 53. — L'accès à l'inscription en vue du doctorat est ouvert aux titulaires d'un magister avec mention conforme à l'article 51 ci-dessus ou d'un diplôme reconnu équivalent.

Art. 54. — La formation doctorale débouche sur le titre de docteur en sciences dans la spécialité étudiée.

Art. 55. — La thèse de doctorat consiste en l'élaboration d'un travail de recherche original ayant fait l'objet d'au moins une (1) publication dans une revue scientifique d'intérêt reconnu, à comité de lecture, et sanctionné par la rédaction et la soutenance d'une thèse.

Art. 56. — La thèse est un exposé écrit suivi d'une présentation orale de travaux de recherche effectués en vue de l'obtention du doctorat.

La thèse est le résultat du travail d'un seul candidat.

Art. 57. — Il est créé un fichier central des sujets de thèses soutenues ainsi que des sujets en cours, par domaine et spécialité, ouvert à la consultation pour tout enseignant-chercheur.

Les conditions de mise en oeuvre du fichier central des thèses, d'enregistrement et de retrait des sujets de thèses dans le fichier, sont fixées par arrêté du Ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 58. — Le candidat choisit un sujet de thèse en accord avec un directeur de thèse et doit le déposer dès sa première inscription.

Conformément à l'article 36 ci-dessus, le sujet de thèse de doctorat doit appartenir au même champ de recherche que celui du mémoire de magister.

Le sujet de thèse choisi est soumis à l'agrément du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée, ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité qui en apprécie la conformité avec les axes de recherche prioritaires. Le sujet agréé fait l'objet d'un enregistrement dans le fichier central des thèses.

Art. 59. — Le document de thèse doit être rédigé en langue nationale.

Il peut également être rédigé dans une autre langue, si une autorisation expresse est accordée par le chef de l'établissement, après avis motivé du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité.

Art. 60. — Un résumé en langue nationale du document de thèse doit obligatoirement accompagner le dossier de thèse lors de son dépôt officiel pour évaluation.

Les thèses rédigées dans une langue autre que la langue nationale doivent également faire l'objet d'un résumé élaboré dans la langue d'écriture de la thèse.

La consistance et la présentation de la thèse et des résumés de thèse seront précisées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 61. — Le candidat qui, dans le cadre de ses travaux, a accès à des informations privées, confidentielles ou à diffusion restreinte doit s'engager à ne pas utiliser ces informations dans la rédaction de sa thèse ou à obtenir une autorisation écrite de l'institution concernée avant le dépôt officiel de la thèse.

Art. 62. — Le candidat peut, pour des motifs d'ordre académique, dans le cadre des échanges inter-établissements, être autorisé à poursuivre une partie de ses travaux de thèse auprès d'une institution de recherche autre que l'établissement d'inscription. Ces motifs doivent être dressés en concertation avec le directeur de thèse et soumis à l'appréciation du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité.

Art. 63. — Avant sa première inscription, le candidat doit avoir choisi un directeur de thèse et obtenu son acceptation selon les procédures administratives en vigueur au sein de l'établissement d'inscription.

Art. 64. — Le directeur de thèse est un enseignant de rang magistral, habilité, au sens où le prévoit le titre VII du présent décret, à diriger ou encadrer des équipes ou des projets de recherche; il a rang de professeur de l'enseignement supérieur ou directeur de recherches ou professeur habilité ou maître de recherches.

Le choix d'un directeur de thèse est soumis à l'approbation du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité à organiser des formations doctorales.

Art. 65. — Exceptionnellement et pour des raisons valables, le candidat peut changer de directeur de thèse s'il obtient l'acceptation du nouveau directeur choisi et si celui-ci répond aux conditions fixées à l'alinéa 1er de l'article 64 ci-dessus.

Le changement de directeur de thèse doit être approuvé par le conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité.

Art. 66. — Le directeur de thèse peut être assisté d'un codirecteur de thèse et en officialiser la participation.

Le codirecteur de thèse est choisi par le directeur de thèse, lequel doit obtenir l'approbation du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement d'inscription.

Le codirecteur de thèse pourra, éventuellement, agir en qualité d'examineur; sa désignation en qualité de codirecteur de thèse ne présume toutefois en rien du choix ultérieur des membres du jury d'examen.

Art. 67. — Le directeur de thèse suit régulièrement l'état d'avancement des travaux de recherche et en fait rapport chaque année au conseil scientifique ou pédagogique concerné.

Art. 68. — La soutenance d'une thèse de doctorat ne peut avoir lieu qu'après un minimum de quatre (04) inscriptions consécutives.

Le nombre maximal d'inscriptions est fixé à cinq (05). Exceptionnellement et sur avis dérogatoire dûment motivé et circonstancié, du conseil scientifique ou pédagogique concerné, une sixième inscription pourra être accordée au candidat.

Le candidat peut soutenir à tout moment au cours de l'année de sa dernière inscription.

Art. 69. — Le candidat qui n'a pu soutenir au terme de l'année académique qui suit sa sixième inscription est radié des listes de la formation doctorale; son sujet de recherche est retiré du fichier central des thèses visé à l'article 57 ci-dessus.

Art. 70. — La soutenance de la thèse a lieu devant un jury réglementairement constitué et composé de quatre (04) à six (06) membres, ayant rang de professeur de l'enseignement supérieur ou directeur de recherches, professeur habilité ou maître de recherches, dont le directeur de thèse qui a qualité de rapporteur.

La moitié au moins, les deux tiers au plus du jury doivent être des membres extérieurs à l'établissement d'inscription, choisis pour leur compétence dans le domaine d'intérêt du sujet, parmi les enseignants-chercheurs répondant aux conditions fixées à l'alinéa ci-dessus.

Outre les membres prévus à l'alinéa 1er ci-dessus, il peut être fait appel, pour participer à l'examen, à un spécialiste de haut niveau en qualité de "membre invité". Le membre invité a une voix consultative lors des délibérations du jury.

Art. 71. — Le jury est composé par le conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou le conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité qui le propose au recteur ou au directeur de l'établissement.

Le recteur ou le directeur de l'établissement établit une décision portant désignation du jury. Cette décision précise la qualité de chacun des membres du jury, le président, le rapporteur, le corapporteur le cas échéant, ainsi que le membre invité, éventuellement.

Art. 72. — Le mandat du président du jury est le suivant :

a) lors de la soutenance, diriger la phase des questions et animer les débats ;

b) immédiatement après la soutenance, présider les délibérations à huis clos du jury et favoriser une décision de consensus ;

c) au moment du dépôt de la version finale de la thèse, confirmer auprès des instances administratives concernées, que le candidat a tenu compte de façon appropriée des rapports d'évaluation des examinateurs et de leurs recommandations lors de la soutenance; le président peut confier cette partie du mandat à un autre membre du jury.

Art. 73. — Soixante (60) jours avant la date prévue de la soutenance, le document de thèse est communiqué aux membres désignés du jury, y compris au membre invité. Huit (08) exemplaires du document de thèse doivent être également déposés à la même échéance auprès des instances administratives concernées.

Le dossier de thèse doit être accompagné des textes de publications scientifiques du candidat, d'une synthèse faisant ressortir l'originalité du travail effectué et d'un résumé tel que défini à l'article 60 ci-dessus.

Art. 74. — Le jury se réunit officiellement pour examiner la thèse lorsque la majorité de ses membres s'accordent pour estimer qu'elle peut être soutenue et qu'ils dressent, pour la circonstance, un rapport de soutenabilité favorable.

Au cas où le projet de thèse fait l'objet de réserves substantielles, celles-ci sont communiquées au directeur de thèse et au candidat qui doivent en apprécier la validité.

Si le directeur de thèse rejette toutes les critiques formulées, il est procédé à la désignation d'un deuxième jury dans les mêmes conditions que celles portées aux articles 70 et 71 ci-dessus.

La décision prise par le deuxième jury est irrévocable.

Art. 75. — La soutenance est publique, à moins que les instances administratives concernées, sur avis consultatif du jury, n'en décident autrement.

Art. 76. — La soutenance fait partie intégrante du processus d'évaluation de la thèse; elle a pour objectif de confirmer l'authenticité de la thèse en vérifiant les capacités du candidat à la défendre et de porter un jugement définitif sur les travaux scientifiques effectués dans le cadre de cette thèse.

Art. 77. — La décision du jury de soutenance est finale et irrévocable; elle est prise à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

Art. 78. — La soutenance a lieu solennellement dans l'enceinte de l'établissement habilité auprès duquel est inscrit le candidat, dans une salle désignée à cet effet et à la date fixée par le chef d'établissement.

Art. 79. — La soutenance ne peut normalement pas avoir lieu si un membre du jury est absent et qu'il ne peut participer à distance à la soutenance grâce à un système de télécommunications approprié.

Le président du jury peut toutefois autoriser la tenue de la soutenance en l'absence d'un membre du jury autre que le rapporteur, lorsque tous les rapports des examinateurs recommandent la tenue de la soutenance et que le nombre total d'examineurs habilités n'est pas inférieur à quatre (04).

Art. 80. — Pour l'ensemble des disciplines et filières, le déroulement d'une soutenance est le suivant :

1) dans un premier temps, le président du jury s'assure que les conditions de soutenance sont réunies, puis il présente à l'auditoire les membres du jury ainsi que le candidat et le sujet de ses travaux ; il rappelle les modalités de déroulement de la soutenance ;

2) dans un deuxième temps, le candidat dispose de vingt (20) à trente (30) minutes pour présenter, dans leur quintessence, la problématique de ses recherches ainsi que le protocole d'investigations adopté, énoncer les principales conclusions de sa thèse en faisant ressortir celles qui font l'originalité de son travail et, s'il le désire, donner suite à certaines observations contenues dans les rapports détaillés des examinateurs ;

3) dans un troisième temps, les membres du jury, et seuls les membres du jury, sont autorisés à interroger le candidat et à exprimer publiquement certaines observations relatives à la thèse ;

4) enfin, dans un quatrième temps, les membres de l'auditoire peuvent exprimer certains commentaires relatifs à la thèse ou interroger le candidat. Le président du jury peut user de son mandat pour limiter à quelques questions l'intervention de l'auditoire.

Art. 81. — Dès que la soutenance est terminée, les membres du jury délibèrent à huis clos et rendent leur décision. Ils conviennent aussi d'une évaluation de la performance du candidat durant la soutenance.

Art. 82. — Le président du jury rend publiques la décision du jury et l'évaluation de la performance du candidat durant la soutenance.

Art. 83. — A l'issue de la soutenance et suite aux délibérations du jury, le candidat est admis ou ajourné.

L'admission ouvre droit à la mention "honorable" ou à la mention "très honorable"; le candidat se voit conférer le titre de docteur en sciences.

Lorsque la qualité des travaux et la performance de leur soutenance sont reconnues excellentes à l'unanimité des membres du jury, celui-ci peut, par la voix de son président, féliciter verbalement et publiquement l'impétrant.

En cas d'ajournement, le postulant est en droit d'être informé par écrit sur les raisons qui ont motivé la décision du jury.

Art. 84. — Les travaux du jury sont consignés dans un procès-verbal de soutenance, daté, signé par les membres du jury et transmis par le président du jury au recteur ou au directeur de l'établissement habilité ainsi qu'au président du conseil scientifique ou pédagogique concerné.

Art. 85. — Les modalités de présentation en soutenance d'une thèse seront précisées, en tant que de besoin, par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 86. — Le diplôme délivré doit mentionner, outre la filière, la spécialité et l'option, les noms et titres des membres du jury ainsi que les travaux présentés en soutenance.

Art. 87. — Les travaux scientifiques élaborés par le candidat dans le cadre de sa thèse de doctorat appartiennent de droit à l'institution habilitée auprès de laquelle il s'est inscrit et a effectué ses recherches, celle-ci pouvant en disposer librement, à moins qu'elle n'y renonce expressément au profit du candidat.

Les inventions pouvant résulter des travaux effectués auprès d'un établissement habilité, dans le cadre d'une thèse de doctorat et répondant aux conditions de brevetabilité, sont considérées comme des inventions de service au sens où le prévoient les articles 16 et 17 du décret législatif n°93-17 du 7 décembre 1993 susvisé. Pour une telle invention et à défaut de dispositions particulières convenues entre l'établissement et le candidat, le droit à l'invention appartient à l'établissement habilité dont le candidat a utilisé les moyens et auprès duquel il s'est inscrit et a effectué ses recherches.

Si l'établissement y renonce expressément, ce droit appartient au candidat.

Le candidat, auteur ou coauteur de l'invention, a le droit d'être mentionné comme tel dans le brevet.

Art. 88. — Tout acte, de plagiat, de falsification de résultats ou de fraude en relation avec les travaux scientifiques revendiqués dans la thèse, dûment constaté pendant ou après la soutenance, expose son auteur à l'annulation de la soutenance ou au retrait du titre acquis, sans préjudice des sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.



## TITRE V

### DE LA POST-GRADUATION SPECIALISEE

Art. 89. — La post-graduation spécialisée est organisée par les établissements habilités à cet effet, à la demande et pour le compte d'organismes employeurs, en fonction de leurs objectifs en matière de formation de spécialistes et dans le cadre d'une convention entre l'établissement concerné de formation ou de recherche et le ou les organismes demandeurs.

Elle peut également être organisée par l'institution habilitée de formation ou de recherche pour répondre à ses besoins propres en matière de perfectionnement et de spécialisation de ses ressources humaines.

Les modalités d'habilitation des établissements concernés sont arrêtées par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 90. — La convention prévue à l'article 89 ci-dessus doit comporter des clauses relatives :

- à la spécialité ouverte et aux programmes de la formation envisagée;
- aux personnels participant à la mise en oeuvre de ces programmes;
- au nombre de postes ouverts à la formation;
- aux modalités d'organisation et de prise en charge des stages en milieu professionnel;
- aux charges financières et matérielles des parties contractantes.

Art. 91. — La post-graduation spécialisée se déroule en douze (12) mois et comporte:

- des enseignements théoriques adaptés à la spécialité ;
- des travaux dirigés, des travaux pratiques et des séminaires méthodologiques ;
- des stages en milieu professionnel.

L'assiduité à tous les enseignements et stages prévus au cursus du cycle est obligatoire.

Art. 92. — Les enseignements théoriques, les travaux dirigés, les travaux pratiques et les séminaires méthodologiques sont dispensés à raison d'un volume horaire global variant entre 500 et 700 heures, en fonction du domaine, de la filière et de la spécialité.

Les enseignements théoriques, les travaux dirigés et les travaux pratiques sont sanctionnés par des examens.

Le stage en milieu professionnel est sanctionné par un mémoire de stage permettant d'apprécier les capacités d'analyse et de maîtrise des techniques acquises par le candidat.

Art. 93. — Il est institué, auprès de l'entité universitaire concernée ou de l'établissement d'enseignement, de formation supérieure ou de recherche habilité, un comité pédagogique de post-graduation spécialisée qui regroupe l'ensemble des enseignants et des praticiens encadrant cette formation.

Ce comité est chargé notamment :

- de proposer au conseil scientifique ou pédagogique concerné le contenu des programmes et l'organisation de la formation ;
- d'assurer le suivi des différents enseignements théorique et pratique de la spécialité ;
- de proposer la nature et la durée des stages en milieu professionnel ;
- de se prononcer sur les candidatures à retenir pour la formation.

Art. 94. — Les programmes de formation en post-graduation spécialisée ainsi que les modalités de contrôle et de sanction de cette formation sont soumis à l'approbation du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 95. — L'accès à la post-graduation spécialisée est ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme de graduation de longue durée ou d'un diplôme reconnu équivalent et justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins trois (03) ans.

Art. 96. — Pour l'exécution des programmes de post-graduation spécialisée, peuvent contribuer, outre les enseignants titulaires de l'enseignement supérieur, des praticiens dont les qualifications et les conditions d'emploi sont consignées dans la convention prévue aux articles 89 et 90 ci-dessus.

Art. 97. — Le comité pédagogique prévu à l'article 93 ci-dessus est constitué en jury, présidé par l'enseignant de grade le plus élevé dans la spécialité, pour apprécier les résultats des épreuves théoriques et pratiques.

Art. 98. — Après avoir subi avec succès l'ensemble des épreuves théoriques et pratiques, le candidat est autorisé par le jury à effectuer un stage en milieu professionnel, sous la conduite d'un directeur de mémoire habilité par le comité pédagogique prévu à l'article 93 ci-dessus.

Le candidat non admis peut, sur demande de l'organisme employeur et lorsque les conditions le permettent, être autorisé à refaire une fois, tout ou partie de sa formation.

Art. 99. — Le mémoire de stage est soutenu par le candidat devant un jury de trois (03) membres, dont le directeur de mémoire, désignés par le conseil scientifique ou pédagogique concerné parmi les enseignants et praticiens chargés de la formation.

Art. 100. — Le candidat obtient le diplôme de post-graduation spécialisée, par abréviation DPGS, lorsqu'il a soutenu avec succès son mémoire de stage.

Le diplôme de post-graduation spécialisée est délivré par le ministre chargé de l'enseignement supérieur; il porte mention de la spécialité suivie.

Art. 101. — En cas d'insuffisance ou d'empêchement constatés par le jury, un délai supplémentaire, qui ne saurait excéder la durée du stage, peut être accordé par le conseil scientifique ou pédagogique sur rapport circonstancié du directeur de mémoire.

Art. 102. — Lorsque les programmes de la formation spécialisée concernée le permettent, les titulaires d'un diplôme de post-graduation spécialisée, titulaires d'un diplôme de graduation de longue durée ou d'un diplôme reconnu équivalent, peuvent postuler à la formation en vue de l'obtention du magister.

L'accès s'effectue par voie de concours, sauf pour les majors de promotions, à l'issue de leurs études de post-graduation spécialisée, qui peuvent en être dispensés.

La candidature au concours est soumise à l'approbation préalable du conseil scientifique de l'entité universitaire concernée ou du conseil scientifique ou pédagogique de l'établissement habilité à organiser des formations doctorales qui se prononce sur l'équivalence partielle ou totale de ladite formation spécialisée avec la phase des enseignements de base et spécialisés dans le cursus du magister.

Les modalités d'application du présent article seront précisées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

## TITRE VI

### COOPERATION INTER-UNIVERSITAIRE ET OPTIMISATION DES MOYENS

Art. 103. — Les formations doctorales ou de post-graduation spécialisée peuvent être organisées dans le cadre d'un pôle pédagogique inter-universitaire.

Par pôle pédagogique, il est entendu un ensemble d'établissements d'enseignement et de formation supérieurs et de recherche appartenant à un même espace géographique, reliés par une communauté d'objectifs, qui coordonnent leurs actions et coopèrent dans un cadre inter-universitaire.

Art. 104. — Les établissements d'enseignement supérieur, de formation supérieure et de recherche, d'une façon générale, ceux appartenant à un même pôle pédagogique en particulier, prennent toutes dispositions nécessaires pour développer toutes formes de coopération scientifique et pédagogique. Ils doivent conjuguer leurs efforts pour améliorer le rendement et l'efficacité des formations doctorales et des post-graduations spécialisées,

notamment par la mise en commun de leurs ressources et par une mobilisation renforcée et optimale de leurs moyens humains, pédagogiques, scientifiques et matériels en vue de réunir les meilleures conditions et le meilleur environnement de recherche possibles.

Art. 105. — La post-graduation sous-tend la mobilité scientifique des post-graduants, des enseignants-chercheurs et des personnels scientifiques d'encadrement des activités post-graduées, dans un cadre réglementé par la réciprocité de prise en charge des frais de séjour, la facturation de certains types de dépenses et l'inscription, au budget de l'établissement qui reçoit les collaborateurs de magister, de thèse ou de DPGS, des dépenses inhérentes à leurs travaux scientifiques.

L'inscription en magister, en thèse de doctorat ou en DPGS se fait auprès de l'établissement qui dispose d'une habilitation réglementaire.

Le diplôme de magister ou de DPGS peut être délivré sous l'égide conjointe des établissements coopérant au titre de la post-graduation, dans le cadre d'une convention.

Art. 106. — Un arrêté sera pris par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour établir les modalités générales d'échanges et de séjours scientifiques au profit des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des post-graduants, organiser la coopération scientifique inter-établissements et en définir les mécanismes incitatifs, favoriser et renforcer la synergie des activités de formation et de recherche entre les établissements d'enseignement et de formation supérieurs et les institutions de recherche.

Art. 107. — Il est créé, dans le cadre la post-graduation, un fichier nominatif par domaine scientifique, par spécialité, par grade et par établissement, des compétences nationales exerçant dans la formation supérieure et la recherche; sont également créés un fichier nominatif national du potentiel humain auquel il peut être fait appel pour des tâches de pédagogie et de recherche, un *who's who* de la recherche ainsi qu'un *who's who* spécifique de la recherche universitaire.

Les modalités de mise en oeuvre, de gestion et d'accès à ces fichiers, sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Art. 108. — Il est créé un fichier - répertoire national des grands équipements de recherche; ce fichier indiquera la vocation, les caractéristiques, les performances et les applications usuelles ou potentielles de chacun de ces équipements, sa localisation géographique, son degré d'opérationnalité et de disponibilité ainsi que l'identification de son gestionnaire.

Sont également créés deux (2) fichiers nationaux des équipements scientifiques, l'un spécifique aux techniques et équipements d'analyse physico-chimique, d'essais mécaniques et de caractérisation, le second répertorient, à l'échelle nationale, les équipements scientifiques à vocation pédagogique et didactique.

Les modalités d'élaboration, de gestion et d'accès à ces fichiers sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

## TITRE VII

### DE L'HABILITATION UNIVERSITAIRE

Art. 109. — L'habilitation universitaire, telle que définie à l'article 4 ci-dessus, permet à son titulaire de diriger ou encadrer une thèse de doctorat, un mémoire de magister, un ou plusieurs projets de recherche ou une équipe de recherche; elle permet à son titulaire d'accéder au titre de professeur habilité et lui confère le rang magistral.

Art. 110. — Les enseignants titulaires du titre de professeur habilité sont versés dans le grade de maître de conférences.

Art. 111. — L'habilitation universitaire s'adresse aux professeurs-assistants, en position d'activité, titulaires d'un diplôme de doctorat au sens où le prévoit le présent décret ou d'un diplôme admis en équivalence.

Elle s'adresse également aux titulaires d'autres diplômés de post-graduation doctorale dans des conditions qui seront fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 112. — L'habilitation universitaire est acquise de droit aux enseignants-chercheurs en position d'activité, titulaires d'un diplôme de doctorat d'Etat national ou de tout diplôme admis en équivalence.

Art. 113. — L'habilitation universitaire est prononcée par les universités habilitées à cet effet, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition de la commission d'habilitation aux formations doctorales.

L'habilitation universitaire peut être également délivrée par les établissements d'enseignement supérieur et autres établissements de formation et de recherche habilités à cet effet, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition de la commission d'habilitation aux formations doctorales.

Art. 114. — Aucun établissement d'enseignement supérieur, de formation supérieure ou de recherche ne peut être habilité à délivrer des habilitations universitaires, s'il n'est préalablement habilité à organiser des formations en thèse de doctorat au sens où le prévoit l'article 9 du présent décret.

Art. 115. — L'habilitation à délivrer des habilitations universitaires est soumise à renouvellement tous les quatre (04) ans et également lorsque les conditions ayant présidé à son obtention ont changé.

Le cas échéant, le retrait de l'habilitation à délivrer des habilitations universitaires est prononcé par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, après avis de la commission d'habilitation aux formations doctorales.

Art. 116. — Le dossier de candidature, à une habilitation universitaire comprend une demande écrite et un curriculum vitae accompagnés des documents portant sur l'ensemble des travaux scientifiques et pédagogiques du postulant, y compris sa thèse de doctorat telle que prévue à l'article 111 ci-dessus, ses travaux scientifiques ayant fait l'objet de publications et de communications, les ouvrages, manuels et polycopiés qu'il aura éventuellement élaborés, les brevets ou les demandes de brevets qu'il aura déposés, le cas échéant, ainsi qu'un rapport sur les activités d'enseignement, d'encadrement, d'expertise et d'évaluation qu'il aura menées.

Le dossier déposé en huit (08) exemplaires auprès des instances administratives concernées doit comprendre également une synthèse de cinq (05) à dix (10) pages de l'ensemble de l'oeuvre scientifique et pédagogique du candidat.

Art. 117. — Le dossier d'habilitation est soumis à l'examen et à l'approbation préalables de trois (03) rapporteurs dont un extérieur à l'établissement où exerce le postulant. Les rapporteurs qui sont désignés par le recteur ou le directeur de l'établissement habilité, établissent chacun, individuellement, un rapport d'évaluation du dossier qui leur est soumis.

Art. 118. — Lorsque les rapports de chacun des rapporteurs sont favorables, le recteur ou le directeur de l'établissement concerné établit une décision autorisant le candidat à se présenter devant le jury d'habilitation; cette décision désigne les membres du jury, précise leur qualité ainsi que le lieu de déroulement de la soutenance.

Art. 119. — Le jury d'habilitation est proposé par le conseil scientifique ou par le conseil pédagogique concerné au recteur ou au directeur de l'établissement habilité.

Le jury d'habilitation est composé de trois (03) à six (06) membres ayant rang de professeur de l'enseignement supérieur ou directeur de recherches, professeur habilité ou maître de recherches.

Le tiers (1/3) au moins, la moitié (1/2) au plus du jury doivent être des membres extérieurs à l'établissement où exerce le candidat, choisis pour leur compétence dans le domaine d'intérêt, parmi les enseignants-chercheurs répondant aux conditions fixées à l'alinéa ci-dessus.

Il peut en outre être fait appel, pour participer aux travaux du jury, à un spécialiste de haut niveau en qualité de "membre invité". Le membre invité a une voix consultative lors des délibérations du jury.

Art. 120. — Le postulant à l'habilitation universitaire présente devant le jury d'habilitation un exposé sur l'ensemble de ses travaux scientifiques et pédagogiques et, dans un deuxième temps, répond aux questions des membres du jury dans le cadre d'une discussion qui vise à confirmer l'aptitude du candidat à concevoir, diriger, organiser et coordonner des travaux de recherche en toute autonomie.

Art. 121. — Aussitôt la discussion entre le candidat et le jury terminée, ce dernier délibère à huis clos, statue sur la délivrance de l'habilitation et rend sa décision.

Art. 122. — La décision du jury est finale et irrévocable ; elle est prise à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

Art. 123. — Les travaux du jury sont consignés dans un rapport daté, signé par chacun des membres du jury et transmis par le président du jury au recteur ou au directeur de l'établissement habilité.

Art. 124. — Dans le cas où l'habilitation universitaire est refusée au postulant, le président du jury en informe par écrit le candidat en précisant les raisons qui ont justifié la décision du jury. Ce dernier peut postuler de nouveau pour une habilitation universitaire une fois les réserves levées, au terme d'un délai de six (6) mois au moins.

Art. 125. — Si les besoins en matière d'optimisation de l'encadrement humain à travers le réseau des établissements d'enseignement supérieur l'exigent, des règles adaptées d'affectation des professeurs habilités peuvent être établies.

Les modalités d'application de cette disposition sont, le cas échéant, fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 126. — Les modalités de mise en oeuvre des dispositions relatives à l'habilitation universitaire sont précisées, en tant que de besoin, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

#### TITRE VIII

#### DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 127. — Les post-graduants inscrits à la date d'effet du présent décret en post-graduation spécialisée ont la possibilité de terminer la formation qu'ils ont commencée dans le cadre du régime des études post-graduées en vigueur avant la publication du présent décret; ils postulent alors pour le diplôme de post-graduation spécialisée et demeurent régis par les textes qui le réglementent.

Art. 128. — Les post-graduants inscrits, à la date d'effet du présent décret, en première post-graduation ont la possibilité de terminer la formation qu'ils ont commencée

dans le cadre du régime des études post-graduées en vigueur avant la publication du présent décret; ils postulent alors pour le diplôme de magister et demeurent régis par les dispositions du décret n° 87-70 du 17 mars 1987, sous réserve des conditions portées à l'article 129 ci-dessous.

Art. 129. — Les candidats régulièrement inscrits à la date d'effet du présent décret en première post-graduation en vue de l'obtention du diplôme de magister, désireux de poursuivre leur formation dans le cadre du régime des études post-graduées en vigueur avant la publication du présent décret, disposent d'un délai maximum de trente six (36) mois pour terminer leurs études et soutenir leurs travaux. Ce délai court à compter de la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 130. — Les candidats régulièrement inscrits à la date d'effet du présent décret en deuxième post-graduation ont la possibilité de se réinscrire dans les mêmes filières et spécialités en vue de l'obtention du diplôme de docteur en sciences au sens où le définit le présent décret.

Art. 131. — Les candidats régulièrement inscrits à la date d'effet du présent décret en deuxième post-graduation ont également la possibilité de poursuivre leur formation dans le cadre du régime des études post-graduées en vigueur avant la publication du présent décret; ils postulent alors pour le doctorat d'Etat et demeurent régis par les textes qui le réglementent, sous réserve des conditions portées à l'article 132 ci-dessous.

Art. 132. — Les candidats régulièrement inscrits à la date d'effet du présent décret en deuxième post-graduation et désireux de poursuivre leur formation doctorale dans le cadre du régime des études post-graduées en vigueur avant la publication du présent décret, ont un délai maximum de soixante-douze (72) mois pour terminer et soutenir leurs travaux; ce délai court à compter de la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 133. — Les requêtes en équivalence pour les diplômes étrangers de post-graduation, déposées et non encore instruites à la date de publication du présent décret, sont instruites par référence aux diplômes revendiqués par la requête.

Art. 134. — Les requêtes en équivalence pour les diplômes étrangers de post-graduation, déposées après la date de publication du présent décret, sont instruites par référence aux diplômes nationaux consacrés par le présent décret.

Art. 135. — Les dispositions de l'article 51 du présent décret ne s'appliquent pas aux candidats titulaires d'un diplôme de magister obtenu avant la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 136. — Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux formations dans les domaines des sciences médicales, de la chirurgie dentaire et de la pharmacie qui demeurent régies par les textes en vigueur.

Art. 137. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées, notamment celles du décret n° 87-70 du 17 mars 1987 portant organisation de la post-graduation.

Art. 138. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998.

Ahmed OUYAHIA.



**Décret exécutif n° 98-255 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 modifiant et complétant le décret exécutif n° 96-105 du 22 Chaoual 1416 correspondant au 11 mars 1996 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de contrôle des opérations de privatisation ainsi que les modalités de désignation, le statut et le régime indemnitaire applicables à ses membres.**

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4 et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique;

Vu l'ordonnance n° 95-22 du 29 Rabie El Aouel 1416 correspondant au 26 août 1995, modifiée et complétée, relative à la privatisation des entreprises publiques;

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin, 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques;

Vu le décret exécutif n° 90-226 du 25 juillet 1990 fixant les droits et obligations des travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat;

Vu le décret exécutif n° 96-105 du 22 Chaoual 1416 correspondant au 11 mars 1996 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de contrôle des opérations de privatisation ainsi que les modalités de désignation, le statut et le régime indemnitaire applicables à ses membres.

**Décète :**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 96-105 du 22 Chaoual 1416 correspondant au 11 mars 1996, susvisé.

Art. 2. — *L'article 5* du décret exécutif n° 96-105 du 22 Chaoual 1416 correspondant au 11 mars 1996, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 5. — Le président et les membres représentant l'inspection générale des finances, le trésor et le syndicat des salariés sont nommés par décret exécutif sur proposition des instances concernées, conformément à l'article 38 de l'ordonnance n° 95-22 du 29 Rabie El Aouel 1416 correspondant au 26 août 1995, modifiée et complétée, susvisée".

Art. 3. — *L'article 7 (alinéa 2)* du décret exécutif n° 96-105 du 22 Chaoual 1416 correspondant au 11 mars 1996, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 7. — Les membres représentants.....  
.....

Le représentant du ministre sectoriellement concerné ne prend part aux travaux de la commission que lors de l'examen des dossiers concernant ou relevant de son secteur".

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998.

Ahmed OUYAHIA.



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم  
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاعات

<p>الإدارة والتحرير الأمانة العامة للحكومة الطبوع والاشتراك المطبعة الرسمية</p>	<p>الجزائر تونس المغرب ليبيا موريطانيا</p>	<p>بلدان خارج دول المغرب العربي</p>	<p>الاشتراك سنوي</p>
<p>7 و9 و13 شارع عبد القادر بن مبارك - الجزائر</p>	<p>سنة</p>	<p>سنة</p>	
<p>الهاتف 65.18.15 الى 17 ح.ج.ب 50 - 3200 الجزائر Télex : 65 180 IMPOF.DZ بنك الفلاحة والتنمية الريفية KG 68 060.300.0007 حساب العملة الأجنبية للمشاركين خارج الوطن بنك الفلاحة والتنمية الريفية 060.320.0600.12</p>	<p>2675,00 د.ج 5350,00 د.ج تزداد عليها نفقات الإرسال</p>	<p>1070,00 د.ج 2140,00 د.ج</p>	<p>النسخة الأصلية ..... النسخة الأصلية وترجمتها ...</p>

ثمن النسخة الأصلية 13,50 د.ج

ثمن النسخة الأصلية وترجمتها 27,00 د.ج

ثمن العدد الصادر في السنين السابقة : حسب التسعيرة.

وتسلم الفهارس مجاناً للمشاركين.

المطلوب إرفاق لفيفة إرسال الجريدة الأخيرة سواء لتجديد الاشتراكات أو للاحتجاج أو لتغيير العنوان.

ثمن النشر على أساس 60,00 د.ج للسطر.

### كهرس

### مراسيم تنظيمية

- 4 مرسوم تنفيذي رقم 98 - 253 مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يعدل ويتمم المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 17 ذي الحجة عام 1403 الموافق 24 سبتمبر سنة 1983 والمتضمن القانون الأساسي النموذجي للجامعة.
- 12 مرسوم تنفيذي رقم 98 - 254 مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يتعلق بالتكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي.
- 28 مرسوم تنفيذي رقم 98 - 255 مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 96 - 105 المؤرخ في 22 شوال عام 1416 الموافق 11 مارس سنة 1996 والمتضمن تحديد كفايات تنظيم لجنة مراقبة عمليات الخوصصة وسيرها وكذلك كفايات تعيين أعضائها وقانونهم الأساسي والنظام التعويضي المطبق عليهم.

### مراسيم فردية

- 29 مرسوم تنفيذي مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يتضمن إنهاء مهام المدير العام لديوان الترقية العقارية لموظفي التعليم العالي.
- 29 مرسوم تنفيذي مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يتضمن إنهاء مهام نائب مدير مجلس الخوصصة.
- 30 مرسوم تنفيذي مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يتضمن تعيين المدير العام للبيئة.
- 30 مرسوم تنفيذي مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يتضمن تعيين المدير العام للمعهد الوطني للبحث في التربية.
- 30 مرسوم تنفيذي مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يتضمن تعيين مدير دراسات مجلس الخوصصة.

### قرارات، مقررات، آراء

### مصالح رئيس الحكومة

- 30 قرار مؤرخ في 27 ربيع الأول عام 1419 الموافق 21 يوليو سنة 1998، يتضمن إنشاء اللجان المتساوية الأعضاء المختصة بأسلاك موظفي مصالح رئيس الحكومة.

**قطري (تابع)**

**وزارة الطاقة والمناجم**

- 32 قرار مؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 8 غشت سنة 1998، يتضمن منح الشركة الوطنية "سوناطراك" رخصة للتنقيب في المساحة المسماة "المحيس" (الكتل : 216، 217 و218).....

**وزارة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة**

- 33 قرار مؤرخ في 11 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 4 غشت سنة 1998، يتضمن تجديد اللجنة المتساوية الاعضاء لموظفي وزارة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.....
- 35 قرار مؤرخ في 11 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 4 غشت سنة 1998، يتضمن تشكيل اللجنة المتساوية الاعضاء لموظفي وزارة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.....

**وزارة الفلاحة والصيد البحري**

- 35 قرار مؤرخ في 3 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 27 يوليو سنة 1998، يحدد تشكيلة اللجنة المهنية المشتركة للحبوب للديوان الجزائري المهني للحبوب.....



## مراسيم تنظيمية

- وبمقتضى المرسومين رقم 84 - 209 ورقم 84 - 210 المؤرخين في 21 ذي القعدة عام 1404 الموافق 18 غشت سنة 1984 والمتعلقين على التوالي، بتنظيم وسير كل من جامعة الجزائر، وجامعة العلوم والتكنولوجيا "هوارى بومدين"،

- وبمقتضى المراسيم رقم 84 - 211 و 84 - 212 و 84 - 213 و 84 - 214 المؤرخة في 21 ذي القعدة عام 1404 الموافق 18 غشت سنة 1984 والمتعلقة، على التوالي، بتنظيم وسير كل من جامعة وهران، وجامعة وهران للعلوم والتكنولوجيا، وجامعة قسنطينة، وجامعة عنابة، المعدلة والمتممة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 97 - 230 المؤرخ في 19 صفر عام 1418 الموافق 24 يونيو سنة 1997 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 97 - 231 المؤرخ في 20 صفر عام 1418 الموافق 25 يونيو سنة 1997 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 89 - 122 المؤرخ في 15 ذي الحجة عام 1410 الموافق 18 يوليو سنة 1989 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالعمال المنتمين للأسلاك الخاصة بالتعليم والتكوين العالين، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المراسيم التنفيذية رقم 89 - 136 و 89 - 137 و 89 - 138 و 89 - 139 و 89 - 140 و 89 - 141 المؤرخة في 29 ذي الحجة عام 1409 الموافق أول غشت سنة 1989 والمتضمنة على التوالي، إنشاء كل من جامعة باتنة، وجامعة البليدة، وجامعة تلمسان، وجامعة تيزي وزو، وجامعة سطيف، وجامعة سيدي بلعباس، المعدلة والمتممة،

مرسوم تنفيذي رقم 98 - 253 مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يعدل ويتم المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 17 ذي الحجة عام 1403 الموافق 24 سبتمبر سنة 1983 والمتضمن القانون الأساسي النموذجي للجامعة.

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و 125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 84 - 05 المؤرخ في 4 ربيع الثاني عام 1404 الموافق 7 يناير سنة 1984 والمتضمن تخطيط مجموعة الدارسين في المنظومة التربوية،

- وبمقتضى القانون رقم 84 - 17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 90 - 21 المؤرخ في 24 محرم عام 1411 الموافق 15 غشت سنة 1990 والمتعلق بالمحاسبة العمومية،

- وبمقتضى المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 17 ذي الحجة عام 1403 الموافق 24 سبتمبر سنة 1983 والمتضمن القانون الأساسي النموذجي للجامعة، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم رقم 84 - 182 المؤرخ في 7 ذي القعدة عام 1404 الموافق 4 غشت سنة 1984 والمتضمن إحداث جامعة الأمير عبد القادر للعلوم الإسلامية،

" المادة 2 : تنشأ الجامعة بمرسوم تنفيذي بناء على اقتراح من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

تتكون الجامعة من كليّات. ويحدّد مرسوم إنشائها مقرّها وعدد الكليّات التي تتكوّن منها كما يحدّد اختصاصاتها.

يتمّ تعديل المحتوى المادّي للجامعة بمرسوم تنفيذي بناء على اقتراح من الوزير المكلف بالتعليم العالي."

المادة 3 : تعدّل المادة 4 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرّخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، وتتمّم كما يأتي :

" المادة 4 : تتولّى الجامعة، في إطار مهامّها، تنسيق أعمال الكليّات التي تتكوّن منها والمصالح التقنيّة والإداريّة المشتركة والمكتبة المركزيّة."

المادة 4 : تعدّل المادة 7 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرّخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، وتتمّم كما يأتي :

" المادة 7 : يتكوّن مجلس توجيه الجامعة من :  
- الوزير المكلف بالتعليم العالي أو ممثله،  
رئيساً،

- ممثل الوزير المكلف بالماليّة،

- ممثل الوزير المكلف بالتربية الوطنيّة،

- ممثل السلّطة المكلفة بالوظيف العمومي،

- ممثل السلّطة المكلفة بالبحث العلمي،

- ممثلي القطاعات الرئيّسيّة المستعملة التي تحدّد قائمتها في مرسوم إنشاء كلّ جامعة،

- عمداء الكليّات،

- ممثل واحد عن الأساتذة في كلّ كليّة، ينتخب

من بين أساتذة التعليم العالي أو في حالة عدم وجودهم من بين الأساتذة المحاضرين،

- ممثلي اثنين منتخبين عن الموظّفين

الإداريين والتقنيّين وعمال الخدمات،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 89 - 224 المؤرّخ في 7 جمادى الأولى عام 1410 الموافق 5 ديسمبر سنة 1989 والمتضمّن القانون الأساسي الخاص المطبّق على العمّال المنتمين إلى الأسلاك المشتركة في المؤسّسات والإدارات العموميّة، المعدّل والمتّم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 91 - 313 المؤرّخ في 28 صفر عام 1412 الموافق 7 سبتمبر سنة 1991 الذي يحدّد إجراءات محاسبة الأمرين بالصّرف والمحاسبين العموميّين وكيفيّاتها ومضمونها،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 92 - 05 المؤرّخ في 26 جمادى الثانيّة عام 1412 الموافق 4 يناير سنة 1992 الذي يحدّد كيفيّات تخصيص العائدات الناتجة عن الأشغال والخدمات التي تقوم بها المؤسّسات العموميّة، زيادة عن مهامّها الرئيّسيّة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 94 - 260 المؤرّخ في 19 ربيع الأوّل عام 1415 الموافق 27 غشت سنة 1994 الذي يحدّد صلاحيّات وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 98 - 189 المؤرّخ في 7 صفر عام 1419 الموافق 2 يونيو سنة 1998 والمتضمّن إنشاء جامعة بومرداس،

- وبمقتضى المراسيم التنفيذيّة رقم 98 - 218 و 98 - 219 و 98 - 220 المؤرّخة في 13 ربيع الأوّل عام 1419 الموافق 7 يوليو سنة 1998 والمتضمّنة على التّوالي، إنشاء كلّ من جامعة بجاية، وجامعة بسكرة، وجامعة مستغانم،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : يعدّل ويتمّم هذا المرسوم بعض أحكام المرسوم رقم 83 - 544 المؤرّخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه.

المادة 2 : تعدّل المادة 2 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرّخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

- ممثلين اثنين منتخبين عن الطلبة.

يحضر مدير الجامعة اجتماعات مجلس التوجيه حضوراً استشارياً ويتولى أمانة المجلس.

ويحضر الأمين العامّ ومسؤول المكتبة المركزية للجامعة اجتماعات المجلس حضوراً استشارياً.

يمكن مجلس توجيه الجامعة أن يدعو لاجتماعاته أي شخص يفيدته لاستشارته بحكم اختصاصه في المسائل المدرجة في جدول الأعمال .

المادة 5 : تعدّل المادة 13 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرّخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، وتتمّم كما يأتي :

" المادة 13 : ترسل مداوات مجلس التوجيه إلى السلّطة الوصيّة لتصادق عليها خلال الثمانية (8) أيّام التي تلي الاجتماع.

تكون المداوات نافذة بعد ثلاثين (30) يوماً من استلام السلّطة الوصيّة المحاضر مالم يعترض عليها صراحة أثناء هذه المدّة.

لا تكون مداوات مجلس التوجيه التي تتعلّق بالميزانية وحسابات التسيير وشراء العمارات أو بيعها أو إيجارها وقبول الهبات والوصايا نافذة إلاّ بعد موافقة صريحة مشتركة بين الوزير المكلف بالتعليم العالي والوزير المكلف بالمالية .

المادة 6 : تعدّل المادة 14 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرّخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، وتتمّم كما يأتي :

" المادة 14 : يتكوّن المجلس العلمي للجامعة من :

- مدير الجامعة، رئيساً،

- نواب مدير الجامعة،

- عمداء الكليات،

- رؤساء المجالس العلميّة للكليات،

- ممثّل واحد عن الأساتذة لكلّ كليّة ينتخب من

بين الأساتذة ذوي الرتبة الأعلى،

- مسؤول المكتبة المركزيّة.

يمكن المجلس العلمي للجامعة أن يستشير أي شخص يفيدته في أعماله بحكم كفاءته .

المادة 7 : تلغى أحكام المادتين 15 و16 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرّخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه.

المادة 8 : تعدّل المادة 17 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرّخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، وتتمّم كما يأتي :

" المادة 17 : يجتمع المجلس العلمي للجامعة مرتّين (2) في السنة في دورة عادية، ويمكنه أن يجتمع في دورة غير عادية باستدعاء من الوزير المكلف بالتعليم العالي أو من رئيس المجلس أو بطلب من أغلبية أعضائه، وكلّما دعت الحاجة إلى ذلك.

تحدّد كميّات سير المجلس العلمي للجامعة وكذا تعيين ممثلي الأساتذة بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي .

المادة 9 : تتمّم المادة 18 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرّخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 18 : يدلي المجلس العلمي للجامعة بأرائه وتوصياته خاصّة فيما يأتي :

- المخطّطات السنويّة والمتعدّدة السنوات للتعليم والبحث بالجامعة،

- المشاريع الخاصّة بإنشاء أو تعديل أو حلّ الكليات أو الأقسام أو وحدات البحث،

- برامج المبادلات والتّعاون العلمي بين الجامعات،

- الحصائل العلميّة للتعليم والبحث في الجامعة،

- برامج شراكة الجامعة مع مختلف القطاعات الاجتماعيّة والاقتصاديّة،

- يعين مستخدمى الجامعة الذين لم تتقرر طريقة أخرى لتعيينهم،

- يتخذ جميع التدابير الكفيلة بتحسين النشاطات البيداغوجية والعلمية مع مراعاة اختصاصات الهيئات الأخرى في الجامعة،

- يسهر على احترام النظام الداخلي للجامعة الذي يعد مشروعاً ويقدمه لمجلس التوجيه ليصادق عليه،

- يعد المسؤول عن المحافظة على النظام والانضباط داخل الحرم الجامعي،

- يسلم الشهادات بتفويض من الوزير المكلف بالتعليم العالي،

- يتولى صيانة المحفوظات والمحافظة عليها .

المادة 12 : يتم المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، بمادتين 20 مكرر و 20 مكرر 1، تحرران كما يأتي :

" المادة 20 مكرر : يكلف الأمين العام للجامعة بالتسيير الإداري والمالي لهياكل إدارة الجامعة والمصالح المشتركة.

ويتلقى، بهذه الصفة، تفويضا بالإمضاء من مدير الجامعة "

" المادة 20 مكرر 1 : يكلف مسؤول المكتبة المركزية بالسير العام للهياكل الموضوعية تحت سلطته.

ويتلقى، بهذه الصفة، تفويضا بالإمضاء من مدير الجامعة "

المادة 13 : تعدل المادة 21 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، وتتم كما يأتي :

" المادة 21 : يعين نواب مدير الجامعة بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بناء على اقتراح من مدير الجامعة، لمدة ثلاث (3) سنوات من بين الأساتذة الحاصلين على رتبة أستاذ، أو في حالة عدم وجودهم، من بين الأساتذة المحاضرين.

- برامج التظاهرات العلمية والتقنية التي تنظمها الجامعة.

ويقترح توجيهات سياسات البحث والوثائق العلمية والتقنية في الجامعة.

يعلم مدير الجامعة مجلس التوجيه بأراء المجلس العلمي للجامعة وتوصياته.

المادة 10 : تتم المادة 19 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 19 : تتكون إدارة الجامعة، الموضوعية تحت سلطة مدير الجامعة، من :

- نواب مدير الجامعة الذين يحدد عددهم ووظائفهم في مرسوم إنشاء الجامعة،

- الأمين العام،

- مسؤول المكتبة المركزية .

المادة 11 : تعدل المادة 20 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، وتتم كما يأتي :

" المادة 20 : مدير الجامعة هو المسؤول عن سيرها العام مع مراعاة صلاحيات الهيئات الأخرى للجامعة.

وبهذه الصفة :

- يمثل الجامعة في جميع أعمال الحياة المدنية ويمارس السلطة السلمية على جميع موظفيها،

- يبرم جميع الصفقات والاتفاقيات والعقود والاتفاقات في إطار التنظيم المعمول به،

- يسهر على تطبيق التشريع والتنظيم المعمول بهما في مجال التعليم والدراسة،

- يعد الأمر بالصرف الرئيسي لميزانية الجامعة،

- يقوم بتفويض الاعتمادات اللازمة لسير كل كلية ويفوض إمضاءه لعمدائها،

يشكل القسم على أساس الشعبة أو المادة أو التخصص في المادة ويضم القسم خبراء عند الاقتضاء.

ينشأ القسم بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي ويكلف ببرمجة نشاطات التعليم والبحث وإنجازها وتقييمها ومراقبتها في المجال الذي يخصه.

توضح مهام القسم، عند الحاجة، بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

## الفصل الثاني

### التنظيم الإداري والعلمي للكلية

" المادة 24 : يدير الكلية عميد ويسيرها مجلس الكلية وتزود بمجلس علمي.

يدير القسم رئيس قسم ويزود بلجنة علمية.

" المادة 25 : يحدد التنظيم الإداري للكلية بقرار وزاري مشترك بين الوزير المكلف بالتعليم العالي والوزير المكلف بالمالية والسلطة المكلفة بالوظيف العمومي.

يحدد التنظيم البيداغوجي للكلية والأقسام بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

## الفصل الثالث

### مجلس الكلية

" المادة 26 : يتكون مجلس الكلية من :

- عميد الكلية، رئيسا،

- رئيس المجلس العلمي للكلية،

- رؤساء الأقسام،

- مديري وحدات البحث، إن وجدت،

- ممثل منتخب عن الأساتذة عن كل قسم من بين الأساتذة ذوي الرتبة الأعلى،

يعين الأمين العام بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بناء على اقتراح من مدير الجامعة، من بين الموظفين الذين ينتمون على الأقل إلى رتبة متصرف إداري أو رتبة تعادلها ويثبتون على الأقل خمس (5) سنوات من الخدمة الفعلية بهذه الصفة.

يعين مسؤول المكتبة المركزية للجامعة بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بناء على اقتراح من مدير الجامعة، من بين المحافظين الرئيسيين أو المحافظين الذين يثبتون خمس (5) سنوات من الخدمة الفعلية بهذه الصفة.

المادة 14 : يحل محل الباب الثاني من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، الذي عنوانه "المعهد" من المادة 22 إلى 36، باب ثان عنوانه "الكلية" ويحرر كما يأتي :

## الباب الثاني

### الكلية

## الفصل الأول

### أحكام عامة

" المادة 22 : الكلية وحدة للتعليم والبحث بالجامعة في ميدان العلم والمعرفة.

وهي متعددة التخصصات ويمكن إنشاؤها، عند الاقتضاء، على أساس تخصص غالب.

وتتولى على الخصوص ما يأتي :

- التعليم على مستوى التدرج وما بعد التدرج،

- نشاطات البحث العلمي،

- أعمال التكوين المتواصل وتحسين المستوى وتجديد المعارف.

" المادة 23 : تتشكل الكلية من أقسام وتقوم بتنسيق نشاطاتها وتحتوي على مكتبة منظمة في مصالح وفروع.

- ممثل منتخب عن الطلبة عن كل قسم،

- ممثلين اثنين منتخبين عن الموظفين الإداريين والتقنيين وعمال الخدمات.

يحضر مسؤول مصالح دعم البيداغوجيا والبحث ومسؤول المصالح الإدارية والمالية وكذا مسؤول مكتبة الكلية، الاجتماعات حضورا استشارياً.

يحدد الوزير المكلف بالتعليم العالي كميّات سير مجلس الكلية بقرار.

"المادة 27 : يتولّى مجلس الكلية ما يأتي :

- دراسة أفاق تطوير الكلية،

- برمجة أعمال التكوين المتواصل وتحسين المستوى وتجديد المعارف،

- إعداد مشاريع ميزانية الكلية،

- دراسة تسيير الكلية،

- إعداد الحصيلة السنوية للتكوين والبحث للكلية،

- المصادقة على التقرير السنوي لنشاط الكلية الذي يقدمه العميد.

يدرس مجلس الكلية ويقترح جميع التدابير الكفيلة بتحسين سير الكلية والتشجيع على تحقيق أهدافها.

ويدلي برأيه في كل مسألة يعرضها عليه عميد الكلية.

#### الفصل الرابع

#### المجلس العلمي للكلية واللجنة العلمية للقسم

" المادة 28 : يتكوّن المجلس العلمي للكلية، زيادة على عميد الكلية، من الأعضاء الآتية :

- رؤساء الأقسام،

- رؤساء اللجان العلمية للأقسام،

- مدير أو مديري وحدات البحث، إن وجدوا،

- ممثل منتخب عن الأساتذة عن كل قسم.

ينتخب ممثلو الأساتذة من نظرائهم مجتمعين، من بين الأساتذة ذوي الرتبة الأعلى ويعيّنون لمدة ثلاث (3) سنوات قابلة للتجديد بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

ينتخب مجموع أعضاء المجلس العلمي للكلية رئيسهم من بين الأساتذة ذوي الرتبة الأعلى ويعيّنون لمدة ثلاث (3) سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

" المادة 29 : يتولّى المجلس العلمي للكلية إبداء آرائه وتوصياته فيما يأتي :

- تنظيم التعليم ومحتواه،

- تنظيم أشغال البحث،

- اقتراحات برامج البحث،

- اقتراحات فتح شعب لما بعد التدرّج وتجديدها و / أو غلقها وتحديد عدد المناصب المطلوب شغلها،

- حصيلة التكوين لما بعد التدرّج،

- مواصفات الأساتذة والحاجة إليهم،

- منشورات الكلية وتنظيم التظاهرات العلمية.

يعطي المجلس اعتماده لمواضيع البحث التي يقترحها الدارسون لما بعد التدرّج.

ويتولّى متابعة الأطروحات لما بعد التدرّج ويعاين تطورها دورياً.

ويقترح لجان مناقشة المذكرات والأطروحات لما بعد التدرّج.

ويدرس حصائل النشاطات البيداغوجية والعلمية للكلية التي يرسلها عميد الكلية إلى مدير الجامعة مرفقة بآرائه وتوصياته.

ويمكن أن يخطر في كل مسألة أخرى تتعلق بالجانب البيداغوجي أو العلمي، يعرضها عليه العميد.

- تدلي برأيها في مواضيع البحث التي يقترحها  
الدأرسون لما بعد التدرج،

- تتولّى متابعة المذكرات لما بعد التدرج  
وتعاين تطورها دورياً،

- تدلي برأيها في منشورات القسم وتنظيم  
التظاهرات العلمية.

تحدّد كميّات سير اللّجنة العلمية للقسم بقرار  
من الوزير المكلف بالتّعليم العالي."

### الفصل الخامس

#### عميد الكلية

" المادّة 33 : يعيّن عميد الكلية من بين الأساتذة  
الممارسين المنتمين إلى رتبة أستاذ أو أستاذ محاضر  
بمرسوم تنفيذيّ بناءً على اقتراح الوزير المكلف  
بالتّعليم العالي."

" المادّة 34 : يكلف العميد بالقيام بتسيير الكلية  
ويتخذ كلّ التدابير المساعدة على حسن سير المصالح  
الخاضعة لسلطته وتنظيمها.

وبهذه الصفة يتولّى ما يأتي :

- يكون الأمر بالصّرف الثّانويّ لاعتمادات  
التّسيير التي يفوضها إياه مدير الجامعة،

- يتقلّد السّلطة السّلميّة ويمارسها على جميع  
الموظّفين الموضوعين تحت سلطته،

- يحضّر اجتماعات مجلس الكلية ويتولّى تنفيذ  
قراراتها،

- يعدّ التقرير السنويّ عن النّشاط ويرسله إلى  
مدير الجامعة بعد موافقة مجلس الكلية عليه."

" المادّة 35 : يساعد عميد الكلية في مهامّه :

- رؤساء أقسام،

- مسؤول مصالح دعم البيداغوجيا والبحث،

- مسؤول المصالح الإدارية والمالية للكلية،

تحدّد كميّات سير المجلس العلمي للكلية بقرار  
من الوزير المكلف بالتّعليم العالي."

" المادّة 30 : يمارس المجلس العلمي للكلية  
صلاحيّات المجلس العلمي لوحدة البحث المنصوص  
عليه في المادّة 10 من المرسوم رقم 83 - 455  
المورخ في 23 يوليو سنة 1983 والمتعلّق بوحدة  
البحث."

" المادّة 31 : تتكوّن اللّجنة العلمية للقسم، زيادة  
على رئيس القسم، من ستّة (6) إلى ثمانية (8) أعضاء  
ممثلين عن الأساتذة.

ينتخب ممثلو الأساتذة من نظرائهم مجتمعين  
ويعينون لمدة ثلاث (3) سنوات قابلة للتّجديد بقرار  
من الوزير المكلف بالتّعليم العالي.

في إطار الأعداد المحدّدة أعلاه، يحدّد العدد الدقيق  
للأساتذة والأساتذة المحاضرين والأساتذة المساعدين  
المكلفين بالدروس والأساتذة المساعدين لكلّ لجنة  
علمية وفق معايير يحددها الوزير المكلف بالتّعليم  
العالي.

ينتخب أعضاء اللّجنة رئيسهم من بين الأساتذة  
ذوي الرتبة الأعلى ويعيّن لمدة ثلاث (3) سنوات قابلة  
للتّجديد مرّة واحدة بقرار من الوزير المكلف  
بالتّعليم العالي."

" المادّة 32 : تتولى اللّجنة العلمية للقسم  
ما يأتي :

- تقترح تنظيم التّعليم ومحتواه،

- تدلي برأيها في توزيع الأعباء البيداغوجية،

- تدلي برأيها في حصائل الأعمال البيداغوجية  
والعلمية للقسم،

- تقترح برامج البحث للقسم،

- تقترح فتح شعب في مجال ما بعد التدرج  
وتجديدها و / أو غلقها وتحديد عدد المناصب  
المطلوب شغلها،

4 - مداخيل الخدمات والدراسات والبحث والخبرات التي تقوم بها الجامعة،

5 - القروض والهبات والوصايا،

6 - التخصيصات الاستثنائية،

7 - كل الموارد الأخرى الناتجة عن نشاطات الجامعة ذات الصلة بموضوعها.

ب - تشمل النفقات على ما يأتي :

1 - نفقات تسيير هياكل إدارة الجامعة والمصالح المشتركة والمكتبة المركزية للجامعة،

2 - نفقات التسيير الخاصة بالكليات،

3 - نفقات التجهيز،

4 - كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف الجامعة .

المادة 18 : تعدل المادة 39 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 39 : يرسل مدير الجامعة نسخة إلى المراقب المالي بعد المصادقة على الميزانية طبقا للشروط المنصوص عليها في المادة 13 أعلاه ."

المادة 19 : تعدل المادة 40 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، وتتم كما يأتي :

" المادة 40 : تمسك محاسبة الجامعة وفقا لقواعد المحاسبة العمومية ."

يعهد مسك المحاسبة وتداول الأموال إلى عون محاسب يعينه أو يعتمده الوزير المكلف بالمالية.

تزود الكليات بعون محاسب ثانوي يعتمده الوزير المكلف بالمالية ويتصرف طبقا للتنظيم المعمول به ."

- مسؤول مكتبة الكلية،

- مديرو وحدات البحث، إن وجدوا ."

" المادة 36 : رئيس القسم مسؤول عن السير البيداغوجي والإداري للقسم.

ويساعده، عند الاقتضاء، رؤساء المخابر.

يعين رئيس القسم لمدة ثلاث (3) سنوات من بين الأساتذة ذوي الرتبة الأعلى بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي بناء على اقتراح من عميد الكلية وبعد أخذ رأي مدير الجامعة ."

المادة 15 : يحل محل عنوان "الفصل السادس - التنظيم المالي" من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، عنوان "الباب الثالث - التنظيم المالي ."

المادة 16 : تعدل المادة 37 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 37 : يعد مشروع ميزانية الجامعة مديرها وعمداء الكليات ويقدم إلى مجلس توجيه الجامعة للمداولة.

ثم يعرض للمصادقة المشتركة بين الوزير المكلف بالتعليم العالي والوزير المكلف بالمالية ."

المادة 17 : تتم المادة 38 من المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 38 : تحتوي ميزانية الجامعة على باب للموارد وباب للنفقات.

أ - تشمل الموارد على ما يأتي :

1 - الإعانات التي تمنحها الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات أو الهيئات العمومية،

2 - الإعانات التي تقدمها المنظمات الدولية،

3 - الإيرادات المختلفة المرتبطة بنشاط الجامعة،



- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان 85 - 4 و125 (الفقرة 2 منه)،

- وبمقتضى القانون رقم 84 - 05 المؤرخ في 4 ربيع الثاني عام 1407 الموافق 7 يناير سنة 1984 والمتضمن تخطيط مجموعة الدارسين في المنظومة التربوية،

- وبمقتضى القانون رقم 91 - 05 المؤرخ في 30 جمادى الثانية عام 1411 الموافق 16 يناير سنة 1991 والمتضمن تعميم استعمال اللغة العربية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التشريعي رقم 93 - 17 المؤرخ في 23 جمادى الثانية عام 1414 الموافق 7 ديسمبر سنة 1993 والمتعلق بحماية الاختراعات،

- وبمقتضى الأمر رقم 94 - 03 المؤرخ في 27 رجب عام 1415 الموافق 31 ديسمبر سنة 1994 والمتضمن قانون المالية لسنة 1995، لاسيما المادة 146 منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 96 - 16 المؤرخ في 16 صفر عام 1417 الموافق 2 يوليو سنة 1996 والمتعلق بالإيداع القانوني،

- وبمقتضى الأمر رقم 97 - 10 المؤرخ في 27 شوال عام 1417 الموافق 6 مارس سنة 1997 والمتعلق بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة،

- وبمقتضى المرسوم رقم 67 - 284 المؤرخ في 19 رمضان عام 1387 الموافق 20 ديسمبر سنة 1967 والمتضمن إحداث لجنة وطنية لمعادلة الإجازات والشهادات الجامعية الأجنبية،

- وبمقتضى المرسوم رقم 71 - 189 المؤرخ في 7 جمادى الأولى عام 1391 الموافق 30 يونيو سنة 1971 والمتضمن كيفية تحديد معادلات الإجازات والشهادات والرتب الأجنبية بالإجازات والشهادات والرتب الجامعية الجزائرية وإعادة تنظيم اللجنة الوطنية للمعادلات،

المادة 20 : تعوض تسمية "الوزير المكلف بالتعليم والبحث العلمي" في كل المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 24 سبتمبر سنة 1983 والمذكور أعلاه، بتسمية "الوزير المكلف بالتعليم العالي".

المادة 21 : يجب أن يخضع تنظيم الجامعات موضوع المراسيم رقم 84 - 182 و 84 - 209 و 84 - 210 و 84 - 211 و 84 - 212 و 84 - 213 و 84 - 214 و 89 - 136 و 89 - 137 و 89 - 138 و 89 - 139 و 89 - 140 و 89 - 141 و 98 - 189 و 98 - 218 و 98 - 219 و 98 - 220 والمذكورة أعلاه، إلى التطابق مع أحكام هذا المرسوم في أجل أقصاه 31 ديسمبر سنة 1998.

المادة 22 : في انتظار تطبيق أحكام المادة 21 أعلاه، تبقى الجامعات المنصوص عليها أعلاه خاضعة للأحكام الجاري بها العمل عند تاريخ نشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

المادة 23 : يوضّح الوزير المكلف بالتعليم العالي، عند الحاجة، كيفية تطبيق هذا المرسوم.

المادة 24 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998.

أحمد أويحيى



مرسوم تنفيذي رقم 98 - 254 مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يتعلّق بالتكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي.

إنّ رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 97 - 231 المؤرخ في 20 صفر عام 1418 الموافق 25 يونيو سنة 1997 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 89 - 122 المؤرخ في 15 ذي الحجة عام 1409 الموافق 18 يونيو سنة 1989 والمتضمن القانون الأساسي الخاص للعمال المنتمين للأسلاك التابعة للتعليم والتكوين العالين، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 91 - 479 المؤرخ في 7 جمادى الثانية عام 1412 الموافق 14 ديسمبر سنة 1991 والمتضمن القانون الأساسي النموذجي للمركز الجامعي، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 94 - 260 المؤرخ في 19 ربيع الأول عام 1415 الموافق 27 غشت سنة 1994 الذي يحدد صلاحيات وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 97 - 291 المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1418 الموافق 27 يوليو سنة 1997 والمتضمن إنشاء شهادة الدراسات المتخصصة في العلوم الطبية،

يرسم ما يأتي :

### الباب الأول

#### أحكام عامة

المادة الأولى : يهدف هذا المرسوم إلى تحديد وتنظيم التكوين في الدكتوراه والتكوين ما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي.

المادة 2 : يلي التكوين في الدكتوراه أطوار التدرج في التعليم والتكوين العالين.

يهدف التكوين في الدكتوراه إلى التكوين لمهن التعليم والتكوين العالين، والبحث والخبرة والتأطير العال المستوي في مختلف قطاعات الحياة الاقتصادية والاجتماعية.

- وبمقتضى المرسوم رقم 71 - 275 المؤرخ في 15 شوال عام 1391 الموافق 3 ديسمبر سنة 1971 والمتضمن إحداث شهادة الدروس الطبية الخاصة،

- وبمقتضى المرسوم رقم 74 - 200 المؤرخ في 14 رمضان عام 1394 الموافق أول أكتوبر سنة 1974 والمتضمن إنشاء شهادة دكتوراه في العلوم الطبية،

- وبمقتضى المرسوم رقم 83 - 455 المؤرخ في 12 شوال عام 1403 الموافق 23 يونيو سنة 1983 والمتعلق بوحدات البحث العلمي والتقني،

- وبمقتضى المرسوم رقم 83 - 521 المؤرخ في 3 ذي الحجة عام 1403 الموافق 10 سبتمبر سنة 1983 الذي يحدد القانون الأساسي لمراكز البحث المحدثة لدى الإدارات المركزية،

- وبمقتضى المرسوم رقم 83 - 543 المؤرخ في 17 ذي الحجة عام 1403 الموافق 24 سبتمبر سنة 1983 والمتضمن القانون الأساسي النموذجي للمعهد الوطني للتعليم العالي، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم رقم 83 - 544 المؤرخ في 17 ذي الحجة عام 1403 الموافق 24 سبتمبر سنة 1983 والمتضمن القانون الأساسي النموذجي للجامعة،

- وبمقتضى المرسوم رقم 86 - 52 المؤرخ في 7 رجب عام 1406 الموافق 18 مارس سنة 1986 والمتضمن القانون الأساسي النموذجي لعمال قطاع البحث العلمي والتقني،

- وبمقتضى المرسوم رقم 87 - 70 المؤرخ في 17 رجب عام 1407 الموافق 17 مارس سنة 1987 والمتضمن تنظيم الدراسات العليا،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 97-230 المؤرخ في 19 صفر عام 1418 الموافق 24 يونيو سنة 1997 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- اقتراح عدد المناصب الواجب فتحها في التكوين في الدكتوراه في مختلف الفروع والاختصاصات حسب الطاقات المتوفرة والحاجات المبرمجة.

- دراسة الحصائل السنوية للتكوين في الدكتوراه والقيام بكل اقتراح من شأنه تحسين سيره ومردوبيته.

المادة 7 : تضم لجنة التأهيل للتكوين في الدكتوراه على الخصوص ممثلي الإدارة المركزية المكلفة بالتعليم العالي، ومديري الجامعات ومديري مؤسسات التعليم والتكوين العالين ومؤسسات البحث المعنية،

يحدّد تشكيل لجنة التأهيل للتكوين في الدكتوراه وكيفيات سيرها، بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

المادة 8 : تنظّم الدراسات للحصول على شهادة الماجستير داخل الجامعات، ومؤسسات التعليم العالي، وغيرها من مؤسسات التكوين والبحث المؤهلة بموجب قرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بناء على اقتراح من لجنة التأهيل للتكوين في الدكتوراه.

المادة 9 : تحضّر أطروحة الدكتوراه في الجامعات المؤهلة بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بناء على اقتراح من لجنة التأهيل للتكوين في الدكتوراه.

كما يمكن أن تنظّم أطروحة الدكتوراه في مؤسسات التعليم العالي وغيرها من مؤسسات التكوين والبحث المؤهلة بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بناء على اقتراح من لجنة التأهيل للتكوين في الدكتوراه.

المادة 10 : تحدّد شروط منح التأهيل المنصوص عليه في المادتين 8 و9 أعلاه، وكيفيات ذلك، بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

المادة 3 : يساهم التكوين ما بعد التدرّج المتخصّص في التكوين المتواصل، ويهدف إلى تكملة وتحيين التكوين الأولي باختصاصات قصد تحسين مؤهلات المترشّح في إطار مطابقة التكوين مع الشغل.

المادة 4 : يكرّس التأهيل الجامعي بالنسبة للأستاذ الباحث مستوى عاليا من الكفاءة والقدرة العلميّة، تمنحه لجنة التأهيل، أساتذة باحثين ينشطون في مناصب عملهم، وحققوا أعمال بحث ذات مستوى عال وثمرات نتائجهم بمنشورات في مجلات ذات سمعة معترف بها، أو قدّموا عروضاً وطنيّة أو دوليّة أو كليهما، أو أودعوا براءات.

## الباب الثاني

### التكوين في الدكتوراه

المادة 5 : ينظّم طور التكوين في الدكتوراه، بالنسبة لجميع الفروع والاختصاصات، باستثناء العلوم الطبيّة التي تخضع لأحكام المراسيم رقم 71 - 275 المؤرّخ في 3 ديسمبر سنة 1971 ورقم 74 - 200 المؤرّخ في أول أكتوبر سنة 1974 ورقم 97 - 291 المؤرّخ في 27 يوليو سنة 1997 والمذكورة أعلاه، في مرحلتين تتضمّنان دراسات للحصول على شهادة الماجستير متبوعة بتحضير أطروحة الدكتوراه في نفس مجال البحث.

المادة 6 : تنشأ لدى الوزير المكلف بالتعليم العالي لجنة تأهيل التكوين في الدكتوراه.

تكلف لجنة التأهيل للتكوين في الدكتوراه بما يأتي :

- دراسة ملفات ترشيحات التأهيل وكذا طلبات التجديد التي تقدّمها المؤسسات وذلك بالقيام على وجه الخصوص بتقييم قدرة هذه المؤسسات على تنظيم التكوين في الدكتوراه،

- دراسة ملفات ترشيحات التأهيل لمنح التأهيلات الجامعيّة وكذا طلبات التجديد التي تقدّمها المؤسسات،

**المادة 17 :** ينبغي أن تحدّد مواضيع مذكّرات الماجستير أو أطروحات الدكتوراه، وتصاغ كلّما أمكن الأمر ذلك ، للاستجابة لضرورة الجمع المزدوج بين الأهداف البيداغوجيّة لتكوين المكوّنين وأهداف البحث من جهة، وبين أهداف البحث وأهداف التّمية الاقتصادية والاجتماعيّة من جهة أخرى.

**المادة 18 :** تستخلص مواضيع البحث المطابقة لمواضيع مذكّرات الماجستير أو أطروحات الدكتوراه، كلّما أمكن الأمر ذلك، إمّا من البرامج الوطنيّة ذات الأولويّة في البحث، بما فيها البرامج النوعيّة أو المعبّئة، وإمّا المساهمة بصفة مباشرة أو غير مباشرة في تحقيق هذه البرامج.

**المادة 19 :** يمكن أن تستفيد مواضيع مذكّرات الماجستير أو أطروحات الدكتوراه التي تستوفي الشّروط المذكورة في المادة 18 أعلاه، من تمويل تكميلي في إطار الصندوق الوطني للبحث العلمي والتّطوير التكنولوجي، دون المساس بالتكفّل بها في إطار مؤسسة التّسجيل.

كما يمكن أن يستفيد التّكوين في الدكتوراه من رعاية و/ أو تمويل تكميلي من منظمات ومؤسسات عموميّة أو خاصّة، أو أشخاص معنويّين خاضعين للقانون العامّ أو الخاصّ أو أشخاص طبيعيّين.

تحدّد كميّات تطبيق الفقرة أعلاه، عند الاقتضاء، عن طريق التّنظيم.

**المادة 20 :** يمكن أن يستفيد التّكوين من أجل نيل شهادة الماجستير أو شهادة الدكتوراه من برامج التّدريب القصيرة المدى في الخارج ومن اتّفاقات برامج التّعاون الدولي في إطار التّنظيم المعمول به.

### الباب الثالث

#### شهادة الماجستير

**المادة 21 :** تنتهي المرحلة الأولى من طور التّكوين في الدكتوراه بشهادة الماجستير.

ينبغي أن يوضّح قرار تأهيل المؤسّسة على الخصوص، المؤسّسة المعنيّة والفرع والاختصاص والاختيار الذي تمّ تحديده والتّجهيزات العلميّة المطلوبة، عند الاقتضاء، وكذا أسماء وألقاب ومؤهّلات الأساتذة أو الباحثين الذين بإمكانهم المشاركة في تأطير التّكوين المنشود.

**المادة 11 :** يخضع التّأهيل للتّكوين لنيل شهادة الماجستير للتّجديد كلّ سنتين وكذلك عند تغيير الشّروط التي تنظّم الحصول عليها.

**المادة 12 :** يخضع التّأهيل للتّكوين لنيل شهادة الدكتوراه للتّجديد كلّ أربع (4) سنوات، وكذلك عند تغيير الشّروط التي تنظّم الحصول عليها.

**المادة 13 :** يسحب التّأهيل، عند الاقتضاء، بقرار من الوزير المكلف بالتّعليم العالي، بناء على اقتراح من لجنة التّأهيل للتّكوين في الدكتوراه.

في حالة سحب التّأهيل أو عدم تجديده، على المؤسّسة المعنيّة ضمان متابعة تكوين المترشّحين المسجّلين بانتظام لتحضير الماجستير أو أطروحة دكتوراه.

**المادة 14 :** يوقّع الوزير المكلف بالتّعليم العالي على شهادة الماجستير وشهادة الدكتوراه ويسلمهما.

**المادة 15 :** زيادة على أهداف التّكوين من أجل الخبرة والتّأطير العالي المستوى في مختلف قطاعات الحياة الاقتصادية والاجتماعيّة، ينبغي أن تكون الاختصاصات المفتوحة للتّكوين في الدكتوراه متطابقة نوعا وكما مع الحاجات إلى الأساتذة الجامعيّين والباحثين في كلّ فرع أو شعبة فرعيّة.

**المادة 16 :** تحدّد سنويًا قائمة الفروع المفتوحة للتّكوين في الدكتوراه وعدد المناصب المفتوحة على الصّعيد الوطني وتوزيعها على المؤسّسات والفروع والاختصاصات والاختيارات بقرار من الوزير المكلف بالتّعليم العالي، بناء على اقتراح من لجنة التّأهيل للتّكوين في الدكتوراه.

المادة 27 : تدوم الدراسات لنيل شهادة الماجستير سنتين، ويشترط فيها تسجيلان سنويان متتاليان في مؤسسة تكوين مؤهلة.

المادة 28 : يتضمّن التّكوين لنيل شهادة الماجستير ما يأتي :

- التّعليم النظري،
- التّعليم التّطبيقي أو في المخبر في الاختصاصات التي يكون فيها هذا التّعليم ضرورياً،
- تعليم لغة أجنبية لاستعمالها في مجال البحث المعني،
- التّعليم المنهجي أو البيداغوجي أو في البحث،
- محاضرات وعروض وورشات وندوات،
- تحضير مذكرة.

الحضور في جميع النّشاطات التي يشملها برنامج الدراسات إجباري.

المادة 29 : ينقسم التّعليم إلى تعليم أساسي وتعليم مختصّ أو اختياري.

المادة 30 : يقدّم التّعليم الأساسي بصفة مشتركة لعدّة اختيارات، وينظّم خلال أربعة أشهر ويتطابق حجماً ساعياً شاملاً يتراوح بين 300 و400 ساعة، حسب المجال والفرع والاختصاص المختار. يتوجّ التّعليم الأساسي بامتحانات.

المادة 31 : يقدّم التّعليم المختصّ أو الاختياري حسب الاختيار، وينظّم خلال ثلاثة (3) أشهر ويتطابق حجماً ساعياً شاملاً يتراوح بين 250 و300 ساعة، حسب المجال والفرع والاختصاص والاختيار المختار.

يتوجّ التّعليم المختصّ بامتحانات.

المادة 32 : يمكن أن ينظّم التّعليم التّطبيقي وأعمال المخبر، بالنّسبة للفروع العلميّة والتّكنولوجيّة على الخصوص، في دورة مجمّعة تتراوح بين 3 و4 أسابيع، عند انتهاء فترة التّعليم المختصّ أو الاختياري.

المادة 22 : يهدف التّكوين لنيل شهادة الماجستير إلى تعميق المعارف في مجال علمي خاصّ، وتلقين تقنيّات البحث والتّمرّن على طرق التّحليل والتّفكير وإنشاء بروتوكول مطابق من الأبحاث أو التّجارب أو كليهما.

المادة 23 : تهدف هذه المرحلة إلى تنمية قدرات البرهنة والتّفكير العلميين والاستنتاج، عند الحائز الشهادة، وشرح نتائج الأحداث والوقائع، وتدوين هذه النّتائج في شكل قابل للاستغلال. كما تهدف إلى زرع القدرة على التّقدير، والصّرامة والتّوازن في الحكم على الأمور عند الحائز الشهادة.

المادة 24 : يفتح الالتحاق بالتّكوين لنيل شهادة الماجستير، عن طريق المسابقة للحائزين شهادة التدرّج الطّويل المدى أو شهادة تعادلها.

تحدّد كميّات تنظيم المسابقة بقرار من الوزير المكلف بالتّعليم العالي.

يمكن أن يفتح الالتحاق بالتّكوين لنيل شهادة الماجستير، بدون مسابقة، للحائزين الأوائل شهادة في التدرّج الطّويل المدى أو شهادة تعادلها عند إنهاء دراسات التدرّج.

تحدّد شروط تطبيق هذا الحكم وكميّات ذلك بقرار من الوزير المكلف بالتّعليم العالي.

يعدّ المجلس العلمي للهيئة الجامعيّة المعنيّة أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهّلة، قائمة المترشّحين النّاجحين.

المادة 25 : يحدّد الوزير المكلف بالتّعليم العالي، بقرار، قائمة الشّهادات التي تفتح الالتحاق بالتّكوين الذي يتوجّ بشهادة الماجستير.

المادة 26 : تحدّد لجنة التّأهيل للتّكوين في الدكتوراه عدد التّسجيلات المفتوحة في فرع ما وفي مختلف اختصاصاته، حسب قدرة التّأطير التي تتوفّر عليها المؤسسة المؤهّلة.

**المادة 38 :** فضلا عن أحكام المادتين 36 و37 أعلاه، يمكن أن يمنح المترشح، استثنائياً، وبترخيص مخالف من المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهلة، تمديداً أقصاه ثلاثة (3) أشهر في مدة التدريب لشهادة الماجستير.

**المادة 39 :** ينبغي أن يدمج المترشح الذي يحضر مذكرة شهادة الماجستير في مجموعة أو فريق بحث مهيكّل وعملي ليقوم بأعماله ضمنه، عندما تسمح الظروف والشروط بذلك.

**المادة 40 :** تقوم بالمتابعة البيداغوجية والعلمية لكلا التّعليمين النظري والتّطبيقي المقدمين، لجنة بيداغوجية للماجستير يعينها المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهلة.

تتكوّن اللجنة البيداغوجية للماجستير من ثلاثة (3) أساتذة برتبة الأستاذية أو باحثين لديهم رتبة مكلف بالأبحاث على الأقل، ومكلفين بالتّعليم النظري أو التّطبيقي في الاختصاص المعني.

**المادة 41 :** ينشأ جدول فهرسيّ مركزيّ لمواضيع مذكّرات الماجستير المناقشة وكذا المواضيع الجارية، حسب المجال والاختصاص، وهو مفتوح أمام كل أستاذ باحث للأطلاع عليه.

تحدّد شروط وضع الجدول الفهرسيّ المركزيّ لمواضيع مذكّرات الماجستير، وتسجيل مواضيع المذكّرات وسحبها من الفهرس بقرار من الوزير المكلف بالتّعليم العالي.

**المادة 42 :** يختار المترشح موضوع المذكرة بالاتّفاق مع المشرف على المذكرة، ولا يسمح بتسجيل موضوع المذكرة إلا بعد انتهاء فترة التّعليم الأساسي لنيل شهادة الماجستير.

يقدم موضوع المذكرة لموافقة المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهلة الذي يقدر مدى تطابقه مع محاور البحث ذات الأولوية. ويسجل الموضوع الموافق عليه في الجدول الفهرسيّ المركزيّ لمذكّرات الماجستير.

يكون التّعليم التّطبيقي أو أعمال المخبر أو كلاهما إجبارياً ومحلّ تنقيط.

**المادة 33 :** يحدّد محتوى التّعليم المنهجي للبيداغوجيا والبحث بالنسبة لكل فرع، بقرار من الوزير المكلف بالتّعليم العالي.

**المادة 34 :** يشارك المترشح، في السنة الثانية من التكوين، في تأطير الأعمال التّطبيقية أو الأعمال الموجهة في التدرّج تحت مسؤولية أستاذ برتبة الأستاذية يقدر أداءه.

**المادة 35 :** يدخل المترشّحون، عند انتهاء الامتحانات والتّقييم المنصوص عليهما في المواد 30 و31 و32 أعلاه، في فترة تدريبية.

عندما يحصل المترشح على نتائج غير كافية في الامتحانات التي تتوجّ التّعليم النظري والتّطبيقي، تقصيه اللجنة البيداغوجية للماجستير المذكورة في المادة 40 أدناه، من التكوين في الدكتوراه.

يمكن أن يرخص للمترشح إعادة كامل برنامج السنة الأولى أو جزء منه، مرّة واحدة عند تعرّضه لظروف استثنائية تعود لحالة قوّة قاهرة مثبتة قانوناً، منعتة من متابعة دراسته بصفة عادية.

**المادة 36 :** تساعد فترة التّدريب التي تمت في المخبر أو في مؤسسة مختصة في مجال اهتمام المترشح، على اختياره لميدان بحث أطروحته اللاحقة لنيل دكتوراه. ويتوجّ هذا التّدريب الذي تتراوح مدته بين 4 و5 فصول (ثلاثيات)، بتحضير مذكرة فردية كمدخل للبحث وتحريرها ومناقشتها شفويّاً أمام لجنة.

**المادة 37 :** فضلا عن أحكام المادة 36 أعلاه، يمكن تمديد مدة تحضير المذكرة بالنسبة لبعض الاختصاصات، بسداسي واحد. ويوضّح قرار التّأهيل المنصوص عليه في المادة 8 أعلاه الاختصاصات المعنية.

**المادة 47 :** تتم مناقشة مذكرة الماجستير علنياً أمام لجنة تتكوّن من ثلاثة (3) إلى خمسة (5) أعضاء أساتذة برتبة الأستاذية أو أساتذة باحثين بدرجة مكلف بالأبحاث على الأقل.

**المادة 48 :** يعيّن اللّجنة مدير الجامعة أو مدير المؤسسة المؤهّلة بناءً على اقتراح من المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهّلة وتتكوّن على الخصوص من المشرف على المذكرة بصفته مقرراً.

كما يمكنها أن تضمّ عضواً من خارج مؤسسة التسجيل، يختار لكفاءته في مجال اهتمام الموضوع، من بين الأساتذة الباحثين الذين يستوفون الشروط المحددة في المادة 47 أعلاه.

إذا كانت أغلبية المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهّلة غير مكوّنة من أساتذة برتبة الأستاذية أو باحثين بدرجة مكلفين بالأبحاث على الأقل، تعيّن اللّجنة بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بناءً على اقتراح من هذا المجلس.

**المادة 49 :** تقيم اللّجنة محتوى المذكرة، وتقدر العرض الشفوي للمترشّح، وبإمكانها أن تطرح عليه أسئلة، وتداول في جلسة مغلقة وتعلن قراراتها بلسان رئيسها.

تتخذ قرارات اللّجنة بأغلبية الأصوات، ويكون صوت الرئيس مرجّحاً في حالة تساوي عدد الأصوات.

**المادة 50 :** تمنح شهادة الماجستير مع الإشارة إلى الفرع والاختصاص والاختيار، للمترشّح الذي نجح في الامتحانات وفي مناقشة المذكرة المنصوص عليهما في المواد 30 و31 و32 و47 من هذا المرسوم.

تحمل الشهادة، علاوة على ذلك، الملاحظة التي تحصل عليها المترشّح، وتكون الملاحظات الممكنة كما يأتي :

- "مقبول"، عندما يكون المعدّل العام يساوي 20/10 على الأقل وأقل من 20/12،

على المترشّح تقديم خطة عمل لإعداد مذكرته مرفوقة بملخص ببليوغرافي يتعلّق بالموضوع المختار، عند نهاية فترة التعليم المتخصص على أبعد تقدير.

**المادة 43 :** تتمثل المذكرة المنصوص عليها في المادة 36 أعلاه، في إعداد عمل بحث علمي له جانب نظري أو تطبيقي أو الجانبان في آن واحد يتعلّق بموضوع محدد.

ينتظر من المترشّح قصد إعداد المذكرة تنفيذ المناهج المطابقة لمقتضيات الموضوعية والدقة، وعليه تبيان قدراته في الملاحظة والتحليل والتلخيص بعمل ينجزه ويحرره بالصرامة العلمية اللّزّمة، ولا يكون الابتكار فيها مطلوباً أساساً.

**المادة 44 :** يجب أن تحرر وثيقة المذكرة باللّغة العربية.

كما يمكن تحريرها بلغة أخرى في حالة ما إذا منح مدير المؤسسة ترخيصاً صريحاً بذلك، بعد إداء المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهّلة برأي معلّل.

**المادة 45 :** يجب أن يرفق ملفّ المذكرة عند إيداعه الرّسمي قصد التّقييم بملخص وثيقة المذكرة المحرر باللّغة العربية، إجبارياً.

كما يجب أن ترفق المذكرات المحررة بلغة أخرى غير اللّغة العربية بملخص يعدّ بلغة كتابة المذكرة.

يحدّد محتوى المذكرة ومواصفات تقديمها وكذا الملخصات بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

**المادة 46 :** يجب أن يودع ملفّ المناقشة في ثماني (8) نسخ، قبل شهر على الأقل من تاريخ المناقشة.

يسلم مدير المؤسسة المؤهّلة الترخيص بمناقشة المذكرة للمترشّحين الذين نجحوا في امتحانات التّعليم النظري والتّعليم التطبيقي، بناءً على تقرير إيجابي يحرره المشرف على المذكرة وبعد موافقة اللّجنة البيداغوجية للماجستير.

المادة 55 : تتمثل أطروحة الدكتوراه في إعداد عمل بحث مبتكر نشر على الأقل مرة واحدة في مجلة علمية ذات اهتمام معترف به وذات لجنة قراءة، ومتوج بتحرير أطروحة ومناقشتها.

المادة 56 : الأطروحة هي عرض كتابي متبوع بتقديم شفوي لأعمال البحث التي تمت قصد الحصول على الدكتوراه.

الأطروحة هي نتيجة عمل طالب واحد.

المادة 57 : ينشأ جدول فهرسي مركزي لمواضيع الأطروحات المناقشة وكذا المواضيع الجارية، حسب المجالات والاختصاصات، وهو مفتوح أمام كل أستاذ باحث للاطلاع عليه.

تحدد شروط إنشاء الجدول الفهرسي المركزي للأطروحات وتسجيل مواضيع الأطروحات فيه وسحبها بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

المادة 58 : يختار المترشح موضوع الأطروحة بالاتفاق مع المشرف وعليه إيداعه عند تسجيله الأول.

يجب أن يكون موضوع أطروحة الدكتوراه طبقاً للمادة 36 أعلاه.

يقدم موضوع الأطروحة المختار لموافقة المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهلة الذي يقدر تطابقه مع محاور البحث ذات الأولوية. ويسجل الموضوع المعتمد في الجدول الفهرسي المركزي للأطروحات.

المادة 59 : يجب أن تحرر وثيقة الأطروحة باللغة العربية.

كما يمكن تحريرها بلغة أخرى في حالة ما إذا منح مدير المؤسسة ترخيصاً صريحاً بذلك، بعد إلقاء المجلس العلمي للمؤسسة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي للمؤسسة المؤهلة برأي معلل.

المادة 60 : يجب أن يرفق ملف الأطروحة عند إيداعه الرسمي قصد تقييمه بملخص وثيقة الأطروحة المحرر باللغة العربية، إجبارياً.

- "قريب من الحسن"، عندما يكون المعدل العام يساوي 20/12 على الأقل وأقل من 20/14،

- "حسن" عندما يكون المعدل العام يساوي 20/14 على الأقل وأقل من 20/16،

- "حسن جداً" عندما يكون المعدل العام يساوي أو يفوق 20/16.

تترك موازنة النقاط المتحصّل عليها في الامتحانات النظرية والتطبيقية لحساب معدل الامتحانات، لتقدير اللجنة البيداغوجية للماجستير.

يحسب المعدل العام، بموازنة متساوية، من معدل الامتحانات وعلامة مناقشة المذكورة.

المادة 51 : يسمح بالتسجيل في أطروحة الدكتوراه للمتحصّلين على ملاحظة "حسن جداً" و"حسن" و"قريب من الحسن" فقط.

## الباب الرابع

### أطروحة الدكتوراه

المادة 52 : تهدف الأطروحة لنيل الدكتوراه إلى تكريس قدرات المترشح لتحقيق عمل بحث مبتكر ذي مستوى قيم والمساهمة بصفة معتبرة في حلّ المشاكل العلمية والتكنولوجية والاجتماعية والاقتصادية.

يجب أن تقدّم الأطروحة بالضرورة، مساهمة في تطوير المعارف أو تؤدي إلى تطبيقات جديدة.

تسمح المقتضيات في مجال التكوين في الدكتوراه بتقييم المؤهلات والمهارات والقدرات المطلوبة للقيام بأعمال البحث بصفة جيدة وباستقلالية عند الحائز لاحقاً الشهادة.

المادة 53 : يفتح التسجيل للحصول على الدكتوراه للحائزين للماجستير بملاحظة تتطابق والمادة 51 أعلاه، أو شهادة تعادلها.

المادة 54 : يتوج التكوين في الدكتوراه بلقب دكتور في العلوم في الاختصاص المدروس.



يجب أن يقبل المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهلة تغيير المشرف.

المادة 66 : يمكن أن يساعد المشرف مشرف مساعد وأن يجعل مشاركته رسمية.

يختار المشرف، المشرف المساعد الذي يجب أن يتحصل على موافقة المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي لمؤسسة التسجيل.

يمكن المشرف المساعد التصرف بصفته مناقشا، ولا يؤثر تعيينه بصفة مشرف مساعد في شيء على اختيار لاحق لأعضاء لجنة المناقشة.

المادة 67 : يتابع المشرف على الأطروحة بانتظام حالة تقدم أعمال البحث ويحرر تقريرا بذلك كل سنة للمجلس العلمي أو البيداغوجي المعني.

المادة 68 : لا يمكن أن تتم مناقشة أطروحة الدكتوراه إلا بعد أربعة (4) تسجيلات متتالية على الأقل.

يحدد العدد الأقصى للتسجيلات بخمس (5) تسجيلات. ويمكن أن يمنح المترشح تسجيلا سادسا، استثنائيا وبناء على رأي مخالف من المجلس العلمي أو البيداغوجي المعني معلل وموضح قانونا.

يمكن المترشح مناقشة أطروحته في أي وقت من سنة آخر تسجيل له.

المادة 69 : يشطب المترشح الذي لم يتمكن من مناقشة أطروحته، عند نهاية السنة الأكاديمية التي تلي السنة السادسة لتسجيله، من قوائم التكوين في الدكتوراه، كما يسحب موضوع بحثه من الجدول الفهرسي المركزي للأطروحات المذكورة في المادة 57 أعلاه.

المادة 70 : تتم مناقشة الأطروحة أمام لجنة مكونة بصفة قانونية تتألف من أربعة (4) إلى ستة (6) أعضاء برتبة أستاذ في التعليم العالي أو مدير أبحاث، أو أستاذ مؤهل أو أستاذ أبحاث، ويكون فيها للمشرف صفة مقرر.

كما يجب أن ترفق الأطروحات المحررة بلغة أخرى غير اللغة العربية بملخص يعد بلغة كتابة الأطروحة.

يحدد محتوى الأطروحة ومواصفات تقديمها وكذا الملخصات بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

المادة 61 : على المترشح الذي تحصل، في إطار أعماله، على معلومات خاصة أو سرية أو ذات نشر محدود أن يتعهد بالألا يستعمل هذه المعلومات في تحرير أطروحته أو يتعهد بالحصول على ترخيص كتابي من المؤسسة المعنية قبل الإيداع الرسمي للأطروحة.

المادة 62 : يمكن الترخيص للمترشح لأسباب أكاديمية، وفي إطار التبادل ما بين المؤسسات، أن يتابع جزءا من أعمال أطروحته في مؤسسة بحث غير المؤسسة التي سجل بها. ويجب أن تحرر هذه الأسباب بالتشاور مع المشرف وتقدم لتقدير المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهلة.

المادة 63 : يجب على المترشح أن يختار قبل تسجيله الأول مشرفا ويتحصل منه على قبوله طبقا للإجراءات الإدارية المعمول بها في مؤسسة التسجيل.

المادة 64 : يكون المشرف أستاذا برتبة الأستاذية مؤهلا بالمعنى المنصوص عليه في الباب السابع من هذا المرسوم، لتوجيه فرق أو مشاريع بحث، أو تاطيرها. ويكون برتبة أستاذ التعليم العالي أو مدير أبحاث أو أستاذ مؤهل أو أستاذ أبحاث.

يخضع اختيار المشرف على الأطروحة لموافقة المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهلة لتنظيم التكوين في الدكتوراه.

المادة 65 : يمكن المترشح استثناء ولأسباب مقبولة، تغيير المشرف إذا تحصل على قبول المشرف الجديد المختار وإذا استوفى هذا الأخير الشروط المحددة في الفقرة الأولى من المادة 64 أعلاه.

يجب أن يكون ملف الأُطروحة مرفقا بنصوص المنشورات العلمية للمترشح وخلاصة تبرر ابتكارية العمل، وكذا بملخص كما هو محدد في المادة 60 أعلاه.

المادة 74 : تجتمع اللجنة رسمياً لدراسة الأُطروحة عندما يتفق أغلبية أعضائها على قابلية مناقشتها ويحررون لهذا الغرض تقريراً إيجابياً لقابلية المناقشة.

في حالة ما إذا كان مشروع الأُطروحة محل تحفظات جوهرية، تبلغ هذه التحفظات للمشرف والمترشح اللذين يجب أن يقدرًا مدى صحتها.

إذا رفض المشرف جميع الانتقادات المقدمة، يتم تعيين لجنة ثانية بنفس الشروط المنصوص عليها في المادتين 70 و 71 أعلاه.

لا رجوع في القرار الذي تتخذه اللجنة الثانية.

المادة 75 : تكون مناقشة الأُطروحة علنية، إلا إذا قررت الهيئات الإدارية المعنية غير ذلك بعد استشارة اللجنة.

المادة 76 : المناقشة جزء لا يتجزأ من سياق تقييم الأُطروحة، وهي تهدف إلى إثبات أصالة الأُطروحة بالتحقيق في قدرات المترشح على الدفاع عن الأعمال العلمية التي تمت في إطار هذه الأُطروحة والحكم عليها نهائياً.

المادة 77 : يكون قرار لجنة المناقشة نهائياً ولا رجوع فيه، ويؤخذ بأغلبية الأصوات. وفي حالة تساوي عدد الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحاً.

المادة 78 : تتم المناقشة رسمياً داخل المؤسسة المؤهلة التي سجل فيها المترشح، وفي قاعة تعين لهذا الغرض وفي تاريخ يحدده رئيس المؤسسة.

المادة 79 : لا يمكن أن تتم المناقشة عادة إذا كان أحد الأعضاء غائباً ولا يمكنه المشاركة في المناقشة عن بعد بواسطة جهاز اتصال لاسلكي ملائم.

يجب أن يكون نصف عدد أعضاء اللجنة على الأقل أو ثلثاها على الأكثر من خارج مؤسسة التسجيل، ويتم اختيارهم لكفاءتهم في مجال اهتمام الموضوع، من بين الأساتذة الباحثين اللذين يستوفون الشروط المحددة في الفقرة أعلاه.

علاوة على الأعضاء المنصوص عليهم في الفقرة الأولى أعلاه، يمكن استدعاء أخصائي واحد، ذي مستوى عالٍ بصفته "عضواً مدعواً" للمشاركة في المناقشة. وللعضو المدعو صوت استشاري أثناء مداوات اللجنة.

المادة 71 : يشكل اللجنة المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهلة الذي يقترحها على مدير الجامعة أو مدير المؤسسة.

يحرر مدير الجامعة أو مدير المؤسسة مقررًا يتضمن تعيين اللجنة.

ويوضح هذا المقرر صفة كل عضو من أعضاء اللجنة، الرئيس والمقرر والمقرر المساعد، عند الاقتضاء، وكذا العضو المدعو احتمالاً.

المادة 72 : تتمثل عهدة رئيس اللجنة فيما يأتي :

أ) إدارة مرحلة الأسئلة وتنشيط النقاش أثناء المناقشة،

ب) رئاسة المداوات في جلسة مغلقة وتشجيع القرار التوافقي، فوراً بعد المناقشة،

ج) التأكيد عند إيداع الصيغة النهائية للأُطروحة، لدى الهيئات الإدارية المعنية، أن المترشح قد أخذ بعين الاعتبار وبصفة ملائمة تقارير المناقشين التقييمية وتوصياتهم أثناء المناقشة. ويمكن الرئيس أن يفوض هذا الجزء من عهده لعضو آخر من اللجنة.

المادة 73 : تقدم وثيقة الأُطروحة لأعضاء اللجنة المعينين، بما فيهم العضو المدعو، ستين (60) يوماً قبل التاريخ المحدد للمناقشة. كما يجب إيداع ثمان (8) نسخ من وثيقة الأُطروحة في نفس الأجل لدى الهيئات الإدارية المعنية.

يمكن للجنة أن تهنيء الحائز الشهادة شفويًا وعلنيًا بلسان رئيسها، عندما يجمع أعضاؤها على أن نوعية الأعمال والأداء أثناء مناقشتها كانا ممتازين.

يحق للمترشح في حالة تأجيله أن يبلّغ كتابيًا بالأسباب التي علّلت قرار اللجنة.

**المادة 84 :** تدون أعمال اللجنة في محضر للمناقشة مؤرخ، يوقع عليه أعضاء اللجنة ويرسله رئيس اللجنة إلى مدير الجامعة أو مدير المؤسسة المؤهلة وكذا إلى رئيس المجلس العلمي أو البيداغوجي المعني.

**المادة 85 :** يوضّح الوزير المكلف بالتعليم العالي، عند الاقتضاء، كميّات تقديم مناقشة الأطروحة.

**المادة 86 :** يجب أن تحمل الشهادة المسلمة، إضافة إلى الفرع والاختصاص والاختيار، أسماء أعضاء اللجنة ورتبهم وكذا الأعمال المقدمة خلال المناقشة.

**المادة 87 :** تنسب الأعمال العلمية التي يعدّها المترشح في إطار أطروحة الدكتوراه بقوة القانون إلى المؤسسة المؤهلة التي سجّل بها المترشح وقام بأبحاثه فيها، ويمكنها التصرف فيها بكلّ حرية، إلا إذا تخلّت عنها صراحة لصالح المترشح.

تعتبر الابتكارات التي قد تنتج عن الأعمال التي تمّت في مؤسسة مؤهلة في إطار أطروحة الدكتوراه والتي تستوفي شروط قابلية البراءة، كابتكارات مصليّة بالمفهوم الذي تنصّ عليه المادتان 16 و 17 من المرسوم التشريعي رقم 93 - 17 المؤرخ في 7 ديسمبر سنة 1993 والمذكور أعلاه.

ولمثل هذا الابتكار ولغياب أحكام خاصة مبرمة بين المؤسسة والمترشح، تملك المؤسسة المؤهلة التي استعمل المترشح وسائلها والتي سجّل بها وقام بأعماله فيها، الحقّ في الابتكار.

إذا تخلّت المؤسسة صراحة عن هذا الابتكار يعود هذا الحقّ للمترشح.

غير أنه يمكن رئيس اللجنة الترخيم بانعقاد المناقشة عند غياب أحد أعضاء اللجنة باستثناء المقرر، عندما توصي جميع تقارير المناقشين بانعقاد المناقشة وعندما يكون عدد المناقشين المؤهلين الإجمالي لا يقلّ عن أربعة (4).

**المادة 80 :** يكون سير المناقشة بالنسبة لكلّ الفروع والاختصاصات كما يأتي :

1) في البداية يتأكّد رئيس اللجنة أن شروط المناقشة مجتمعة، ثمّ يقدم للحضور أعضاء اللجنة وكذا المترشح وموضوع أعماله، ويذكر بكيفيات سير المناقشة،

2) يستفيد المترشح بعد ذلك من عشرين (20) إلى ثلاثين (30) دقيقة، لعرض جوهري إشكالية أبحاثه وكذا بروتوكول الأبحاث المعتمد وذكر نتائج أطروحته الرئيسية مبرزًا النتائج التي تبين ابتكارية عمله، والتعقيب إذا رغب في ذلك على بعض الملاحظات المحتواة في تقارير المناقشين المفصلة.

3) ثمّ يرخص بعد ذلك لأعضاء اللجنة وحدهم، بطرح أسئلة للمترشح والإدلاء علنا ببعض الملاحظات المتعلقة بالأطروحة،

4) وفي الأخير، يمكن الأعضاء الحضور، الإدلاء ببعض التعليقات فيما يخصّ الأطروحة أو طرح أسئلة على المترشح. ويمكن رئيس اللجنة استعمال عهده لتحديد تدخل الحضور.

**المادة 81 :** عند انتهاء المناقشة، يتداول أعضاء اللجنة في جلسة مغلقة ويصدرون قرارهم، كما يتفقون أيضا على تقييم أداء المترشح أثناء المناقشة.

**المادة 82 :** يعلن رئيس اللجنة قرار اللجنة وتقييم أداء المترشح أثناء المناقشة.

**المادة 83 :** عقب المناقشة وتبعا لمداوات اللجنة، ينجح المترشح أو يؤجّل.

يعطي النجاح الحقّ في ملاحظة "مشرّف" أو ملاحظة "مشرّف جداً"، ويمنح المترشح لقب دكتور في العلوم.

المادة 91 : يجري التكوين ما بعد التدرج المتخصص في اثني عشر (12) شهراً ويتضمن ما يأتي :

- تعليم نظري ملائم للاختصاص،
- أعمال موجهة وأعمال تطبيقية ومحاضرات منهجية،
- تداريب في الوسط المهني.
- الحضور إجباري في كل من التعليم والتداريب المنصوص عليها في برنامج الطور.

المادة 92 : يقدم التعليم النظري والأعمال الموجهة والأعمال التطبيقية والندوات المنهجية في حجم ساعي إجمالي يتراوح بين 500 و700 ساعة، حسب المجال والفرع والاختصاص.

يتوج التعليم النظري والأعمال الموجهة والأعمال التطبيقية بامتحانات.

يتوج التدريب في الوسط المهني بمذكرة تدريب تسمح بتقدير طاقات المترشح في التحليل والتحكم في التقنيات المكتسبة.

المادة 93 : تنشأ لدى الهيئة الجامعية المعنية أو مؤسسة التعليم أو التكوين العاليتين، أو مؤسسة البحث المؤهلة، لجنة بيداغوجية لما بعد التدرج المتخصص، تضم مجموع الأساتذة والممارسين الذين يؤطرون هذا التكوين.

وتكلف هذه اللجنة، على الخصوص بما يأتي :

- تقترح محتوى برامج التكوين وتنظيمه على المجلس العلمي أو البيداغوجي المعني،
- تقوم بمتابعة التعليم النظري والتطبيقي للاختصاص،
- تقترح طبيعة التداريب في الوسط المهني ومدتها،
- تدلي برأيها في الترشيحات المختارة للتكوين.

للمترشح أو المؤلف أو المؤلف المساعد في الابتكار، الحق في ذكر اسمه في البراءة.

المادة 88 : كل تصرف أو محاولة انتحال أو تزوير في النتائج أو غش له صلة بالأعمال العلمية المطالب بها في الأطروحة والمثبتة قانوناً أثناء المناقشة أو بعدها، يعرض صاحبه إلى إبطال المناقشة أو سحب اللقب الحائز عليه دون المساس بالعقوبات المنصوص عليها في التشريع والتنظيم المعمول بهما.

### الباب الخامس

#### ما بعد التدرج المتخصص

المادة 89 : ينظم التكوين ما بعد التدرج المتخصص في المؤسسات المؤهلة لهذا الغرض، يطلب من المؤسسات المستخدمة ولحسابها وفقاً لأهدافها في مجال تكوين الأخصائيين وفي إطار اتفاقية تبرم بين مؤسسة التكوين أو البحث المعنية، والمؤسسة أو المؤسسات المستخدمة.

كما يمكن المؤسسة المؤهلة للتكوين أو البحث تنظيمه للاستجابة إلى حاجاتها الخاصة في مجال تحسين مستوى مواردها البشرية وتخصصاتها.

تحدد كفاءات تأهيل المؤسسات المعنية بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

المادة 90 : يجب أن تحتوي الاتفاقية المنصوص عليها في المادة 89 أعلاه، الشروط المتعلقة بما يأتي :

- التخصص المفتوح وبرامج التكوين المقرر،
- العمال المشاركون في تطبيق هذه البرامج،
- عدد المناصب المفتوحة للتكوين،
- كفاءات تنظيم التداريب في الأوساط المهنية والتكفل بها،
- الأعباء المالية والمادية للأطراف المتعاقدة.

يسلم الوزير المكلف بالتعليم العالي شهادة ما بعد التدرج المتخصص التي تحمل اسم الاختصاص المتبع.

**المادة 101 :** في حالة حدوث عجز أو مانع تلاحظهما اللجنة، يمكن المجلس العلمي أو البيداغوجي، وبقرار شامل يقدمه المشرف، أن يمنح المترشح مهلة إضافية لا يمكن أن تفوق مدة التدريب.

**المادة 102 :** يمكن الحائزين شهادة ما بعد التدرج المتخصص أو الحائزين شهادة التدرج الطويل المدى أو شهادة تعادلها، عندما تسمح برامج التكوين المتخصص المعني بذلك، أن يترشحوا للتكوين لنيل شهادة الماجستير.

يتم الالتحاق عن طريق المسابقة، ما عدا بالنسبة للأوائل الذين يمكن إعفاؤهم من المسابقة عند انتهاء دراساتهم في ما بعد التدرج المتخصص.

يخضع الترشح للمسابقة لمصادقة مسبقة من المجلس العلمي للهيئة الجامعية المعنية أو المجلس العلمي أو البيداغوجي للمؤسسة المؤهلة لتنظيم التكوين في الدكتوراه الذي يدلي برأيه في المعادلة الجزئية أو الكلية للتكوين المتخصص المذكور مع مرحلة التعليم الأساسي والمتخصص في برنامج دراسات الماجستير.

تحدد كميّات تطبيق هذه المادة بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

#### الباب السادس

#### التعاون الجامعي المشترك والاستعمال الأمثل للوسائل

**المادة 103 :** يمكن أن ينظم التكوين في الدكتوراه أو التكوين في ما بعد التدرج المتخصص في إطار قطب بيداغوجي جامعي مشترك.

يقصد بالقطب البيداغوجي مجموع مؤسسات التعليم والتكوين العاليتين والبحث التابعة لنفس الحيز الجغرافي والمرتبطة بمجموعة من الأهداف التي تنسق أعمالها وتتعاون في إطار جامعي مشترك.

**المادة 94 :** تخضع برامج التكوين ما بعد التدرج المتخصص وكذا كميّات مراقبته وتوجيهه لموافقة الوزير المكلف بالتعليم العالي.

**المادة 95 :** يفتح الالتحاق بالتكوين ما بعد التدرج المتخصص للمترشحين الحائزين شهادة في التدرج الطويل المدى أو شهادة تعادلها مع إثباتهم خبرة مهنية تقدر بثلاث (3) سنوات على الأقل.

**المادة 96 :** لتطبيق برامج التكوين ما بعد التدرج المتخصص يمكن، علاوة على الأساتذة المرسمين التابعين للتعليم العالي، اللجوء إلى مساهمة الممارسين الذين تدون مؤهلاتهم وشروط توظيفهم في الاتفاقية المنصوص عليها في المادتين 89 و90 أعلاه.

**المادة 97 :** تتكون اللجنة البيداغوجية المنصوص عليها في المادة 93 أعلاه في شكل لجنة، يرأسها الأستاذ ذو الرتبة الأعلى في الاختصاص، لتقدير نتائج الامتحانات النظرية والتطبيقية.

**المادة 98 :** بعد النجاح في مجموع الامتحانات النظرية والتطبيقية، ترخص اللجنة للمترشح القيام بتدريب في وسط مهني، تحت إشراف مشرف على المذكورة تؤهله اللجنة البيداغوجية المنصوص عليها في المادة 93 أعلاه.

ويمكن الترخيص للمترشح المؤجل، بطلب من المؤسسة التي تستخدمه وعندما تسمح الظروف بذلك، أن يعيد مرة واحدة، كامل تكوينه أو جزءا منه.

**المادة 99 :** يناقش المترشح مذكرة التدريب أمام لجنة تتكون من ثلاثة (3) أعضاء، منهم المشرف على المذكرة، يعينهم المجلس العلمي أو البيداغوجي المعني من بين الأساتذة والممارسين المكلفين بالتكوين.

**المادة 100 :** يتحصل الطالب على شهادة التكوين ما بعد التدرج المتخصص عندما يناقش بنجاح مذكرة التدريب.

**المادة 107 :** ينشأ في إطار التكوين ما بعد التدرج، جدول فهرسيّ أسميّ حسب المجال العلمي والاختصاص والرتبة والمؤسسة، للكفاءات الوطنية التي تمارس مهامها في التكوين العالي والبحث. كما ينشأ جدول فهرسيّ أسميّ وطني للطاقة البشرية التي يمكن استدعاؤها لمهام بيداغوجية أو لمهام في البحث، وكذا مدونة لأعلام البحث ومدونة خصوصية للبحث الجامعي.

تحدد كميّات إعداد هذه الجداول الفهرسية وتسييرها والوصول إليها بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي والبحث العلمي.

**المادة 108 :** ينشأ جدول فهرسي بياني وطني لتجهيزات البحث الكبرى، ويبين هذا الجدول صبغة كلّ واحدة من هذه التجهيزات وخصائصها وأدائها وتطبيقاتها العادية والكامنة، وموقعها الجغرافي ودرجة عمليّتها وتوفرها وكذا تعريف هوية مسيرها.

كما ينشأ جدولان فهرسيان وطنيان (2) للتجهيزات العلمية، الأوّل خاص بتقنيّات وتجهيزات التحليل الفيزيائي - الكيمياء، والتجارب الميكانيكية والتمييزية، والثاني يفهرس على الصعيد الوطني التجهيزات العلمية ذات الصبغة البيداغوجية والتعليمية.

تحدد كميّات إعداد الجداول الفهرسية وتسييرها والوصول إليها بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي والبحث العلمي.

### الباب السابع

#### التأهيل الجامعي

**المادة 109 :** يسمح التأهيل الجامعي كما هو محدد في المادة 4 أعلاه، للحائز عليه، بالإشراف على أطروحة دكتوراه أو مذكرة ماجستير أو مشروع بحث أو مشاريع بحث أو فرقة بحث أو تأطيرها، كما يسمح له بالحصول على لقب الأستاذ المؤهل ويمنحه رتبة الأستاذية.

**المادة 104 :** تأخذ مجموع مؤسسات التعليم والتكوين العالين والبحث بصفة عامة، والمؤسسات التابعة لنفس القطب البيداغوجي بصفة خاصة، جميع التدابير اللازمة لتطوير جميع أشكال التعاون العلمي والبيداغوجي. وينبغي أن تتظافر جهود المؤسسات لتحسين مردودية التكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصّص وفعاليّته، لا سيّما بالاستعمال المشترك لمواردها وبتجنيد مدعم وأمثلة لوسائلها البشرية والبيداغوجية والعلمية والمادية، لتوفير أحسن الشروط الممكنة وتوفير أفضل محيط ممكن للبحث.

**المادة 105 :** يشمل التكوين في ما بعد التدرج التنقل العلمي للمتشرّحين في ما بعد التدرج والأساتذة الباحثين والمستخدمين العلميين المؤطرين لنشاطات ما بعد التدرج في إطار تنظيمي يعتمد المعاملة بالمثل في نفقات الإقامة وفوترة بعض الأنواع من المصاريف وتسجيل المصاريف المرتبطة بأعمالهم العلمية في ميزانية المؤسسة المستقبلية لمعاوني الماجستير أو أطروحة الدكتوراه أو شهادة ما بعد التدرج المتخصّص.

يتمّ التسجيل في شهادة الماجستير أو في أطروحة الدكتوراه أو شهادة ما بعد التدرج المتخصّص في المؤسسة التي تتوفر على تأهيل قانوني.

ويمكن أن تسلّم شهادة الماجستير أو شهادة ما بعد التدرج المتخصّص تحت رعاية مشتركة للمؤسسات المتعاونة في ما بعد التدرج، في إطار اتفاقية.

**المادة 106 :** يصدر الوزير المكلف بالتعليم العالي والبحث العلمي قرارا لتحديد الكميّات العامة للتبادل والإقامة العلمية لفائدة الباحثين والأساتذة الباحثين والمتشرّحين في ما بعد التدرج، وتنظيم التعاون العلمي ما بين المؤسسات وتحديد أليّاته المحفّزة، وتشجيع التعاون وتعزيزه في نشاطات التكوين والبحث بين مؤسسات التعليم والتكوين العالين ومؤسسات البحث.

**المادة 116 :** يتكوّن ملفّ الترشّح للتأهيل الجامعي من طلب مكتوب ومن السيرة الذاتية مرفقين بالوثائق المتعلقة بمجموع الأعمال العلمية والبيداغوجية لصاحب الطلب، بما فيها أطروحة الدكتوراه كما تنصّ عليه المادة 111 أعلاه، وأعماله العلمية التي نشرت وتمّ عرضها، والمؤلفات والمطبوعات الموجزة والمطبوعات التي يكون قد أعدّها، والبراءات أو طلب البراءات التي يكون قد أودعها، عند الاقتضاء، وكذا تقرير حول نشاطات التعليم والتأطير والخبرة والتقييم التي يكون قد قام بها.

كما يتكوّن الملف الذي يودع في ثماني (8) نسخ لدى الهيئات الإدارية المعنية من ملخص يتكوّن من خمس (5) إلى عشر (10) صفحات لكلّ الانتاج العلمي والبيداغوجي للمترشّح.

**المادة 117 :** يقدّم ملفّ التأهيل لدراسة ومصادقة مسبقة يقوم بها ثلاثة (3) مقرّرين، أحدهم من خارج المؤسسة التي يمارس فيها المترشّح نشاطه. ويعدّ المقرّرون، الذين يعيّنهم مدير الجامعة أو مدير المؤسسة المؤهّلة، كلّ واحد على حدة، تقريراً تقييمياً للملف الذي عرض عليهم.

**المادة 118 :** عندما تكون تقارير كلّ المقرّرين إيجابية، يعدّ مدير الجامعة أو مدير المؤسسة المعنية مقرّراً يرخص فيه للمترشّح أن يتقدّم أمام لجنة التأهيل. يعيّن هذا المقرّر أعضاء اللّجنة ويحدّد صفتهم وكذا مكان سير المناقشة.

**المادة 119 :** يقترح المجلس العلمي أو المجلس البيداغوجي المعني لجنة التأهيل على مدير الجامعة أو مدير المؤسسة المؤهّلة.

تتكوّن لجنة التأهيل من ثلاثة (3) إلى ستة (6) أعضاء برتبة أستاذ للتعليم العالي أو مدير أبحاث أو أستاذ مؤهّل أو أستاذ أبحاث.

يجب أن يكون ثلث ( $\frac{1}{3}$ ) اللّجنة على الأقلّ أو نصفها ( $\frac{1}{2}$ ) على الأكثر أعضاء من خارج المؤسسة التي يمارس فيها المترشّح نشاطه، ويتمّ اختيارهم لكفاءتهم في مجال الاهتمام، من بين الأساتذة الباحثين الذين يستوفون الشّروط المحدّدة في الفقرة أعلاه.

**المادة 110 :** يصنّف الأساتذة الحائزون لقب أستاذ مؤهّل في رتبة أستاذ محاضر.

**المادة 111 :** يخصّ التأهيل الجامعي الأساتذة المساعدين الذين ينشطون في مناصب عملهم، الحائزين شهادة الدكتوراه بالمفهوم الذي ينصّ عليه هذا المرسوم أو شهادة تعادلها.

كما يخصّ الحائزين شهادات أخرى لما بعد التدرّج في الدكتوراه وفقاً لشروط ستحدّد بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

**المادة 112 :** يمنح التأهيل الجامعي بقوة القانون للأساتذة الباحثين الذين ينشطون في مناصب عملهم، الحائزين دكتوراه دولة وطنية أو أية شهادة تعادلها.

**المادة 113 :** يعلن التأهيل الجامعي من قبل الجامعات المؤهّلة لهذا الغرض بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بناء على اقتراح من لجنة التأهيل للتكوين في الدكتوراه.

كما يمكن مؤسسات التعليم العالي ومؤسسات أخرى للتكوين والبحث المؤهّلة لهذا الغرض، أن تمنح التأهيل الجامعي بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بناء على اقتراح من لجنة التأهيل للتكوين في الدكتوراه.

**المادة 114 :** لا يمكن أية مؤسسة للتعليم أو التكوين العاليتين أو مؤسسة بحث أن تكون مؤهّلة لمنح تأهيلات جامعية إذا لم تكن مؤهّلة من قبل لتنظيم التكوين في أطروحة الدكتوراه بالمفهوم الذي تنصّ عليه المادة 9 من هذا المرسوم.

**المادة 115 :** يخضع التأهيل لمنح التأهيلات الجامعية للتجديد كلّ أربع (4) سنوات وكذا عندما تتغير الشّروط التي تنظّم الحصول عليه.

يعلن عن سحب التأهيل لتسليم التأهيلات الجامعية، عند الاقتضاء، بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي، بعد استطلاع رأي لجنة التأهيل للتكوين في الدكتوراه.

## الباب الثامن أحكام انتقالية

**المادة 127 :** يمكن المترشحين للتكوين ما بعد التدرج المسجلين في التكوين ما بعد التدرج المتخصص، عند تاريخ سريان هذا المرسوم، إنهاء التكوين الذي بدأه في إطار نظام الدراسات لما بعد التدرج الساري المفعول قبل نشر هذا المرسوم، ويتابعون تبعا لذلك الدراسات للحصول على شهادة التكوين ما بعد التدرج المتخصص ويبقون خاضعين للنصوص التي تنظمها.

**المادة 128 :** يمكن المترشحين للتكوين ما بعد التدرج المسجلين في التكوين ما بعد التدرج الأول عند تاريخ سريان هذا المرسوم، إنهاء التكوين الذي بدأه في إطار نظام الدراسات لما بعد التدرج الساري المفعول قبل نشر هذا المرسوم، ويتابعون تبعا لذلك الدراسات للحصول على شهادة الماجستير ويبقون خاضعين لأحكام المرسوم رقم 87 - 70 المؤرخ في 17 مارس سنة 1987 والمذكور أعلاه، مع مراعاة الشروط المنصوص عليها في المادة 129 أدناه.

**المادة 129 :** يستفيد المترشحون المسجلون بانتظام في التكوين ما بعد التدرج الأول، عند تاريخ سريان هذا المرسوم، لنيل شهادة الماجستير والرأغبون في متابعة تكوينهم في إطار نظام الدراسات لما بعد التدرج السارية المفعول قبل نشر هذا المرسوم، في أجل أقصاه ستة وثلاثون (36) شهرا لإنهاء دراستهم ومناقشة أعمالهم.

ويسري هذا الأجل ابتداء من تاريخ نشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

**المادة 130 :** يمكن المترشحين المسجلين بانتظام في التكوين ما بعد التدرج الثاني، عند تاريخ سريان هذا المرسوم، إعادة التسجيل في نفس الفروع والاختصاصات للحصول على شهادة دكتور في العلوم بالمفهوم الذي تحدده هذا المرسوم.

**المادة 131 :** يمكن المترشحين المسجلين بانتظام في التكوين ما بعد التدرج الثاني، عند تاريخ

ويمكن، علاوة على ذلك، استدعاء أخصائي ذي مستوى عال بصفته "عضوا مدعوا" للمشاركة في أعمال اللجنة وللعضو المدعو صوت استشاري أثناء مداوات اللجنة.

**المادة 120 :** يقدم المترشح للتأهيل الجامعي أمام لجنة التأهيل عرضا حول مجموع أعماله العلمية والبيداغوجية، ويجب بعد ذلك عن أسئلة أعضاء اللجنة في إطار نقاش يهدف إلى إثبات قدرة المترشح على تصور أعمال البحث وإدارتها وتنظيمها وتنسيقها بكل استقلالية.

**المادة 121 :** تتداول اللجنة في جلسة مغلقة وتبت في منح التأهيل وتصدر قرارها فور انتهاء المناقشة بينها وبين المترشح.

**المادة 122 :** قرار اللجنة قرار نهائي ولا رجوع فيه، ويتخذ بأغلبية الأصوات.

وفي حالة تساوي عدد الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا.

**المادة 123 :** تدون أعمال اللجنة في تقرير مؤرخ، يوقع عليه كل عضو من أعضاء اللجنة، ويرسله رئيس اللجنة إلى مدير الجامعة أو مدير المؤسسة المؤهلة.

**المادة 124 :** في حالة رفض منح التأهيل الجامعي للمترشح، يبلغ رئيس اللجنة كتابيا المترشح مع توضيح الأسباب التي عللت قرار اللجنة. ويمكنه إعادة الطلب للتأهيل الجامعي عندما ترفع التحفظات، وذلك في أجل يقدر بستة (6) أشهر على الأقل بعد التأجيل.

**المادة 125 :** إذا تطلبت الحاجة استعمال أمثل للتأطير البشري عبر شبكة مؤسسات التعليم العالي، يمكن وضع قواعد ملائمة لتعيين الأساتذة المؤهلين.

تحدد كفاءات تطبيق هذا الحكم، عند الاقتضاء، بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

**المادة 126 :** تحدد كفاءات تطبيق الأحكام المتعلقة بالتأهيل الجامعي، عند الحاجة، بقرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.



المادة 138 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998.

أحمد أويحيى



مرسوم تنفيذي رقم 98 - 255 مؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 96 - 105 المؤرخ في 22 شوال عام 1416 الموافق 11 مارس سنة 1996 والمتضمن تحديد كفاءات تنظيم لجنة مراقبة عمليات الخوصصة وسيرها وكذلك كفاءات تعيين أعضائها وقانونهم الأساسي والنظام التعويضي المطبق عليهم.

إن رئيس الحكومة،

- بناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 90 - 21 المؤرخ في 24 محرم عام 1411 الموافق 15 غشت سنة 1990 والمتعلق بالمحاسبة العمومية،

- وبمقتضى الأمر رقم 95 - 22 المؤرخ في 29 ربيع الأول عام 1416 الموافق 26 غشت سنة 1995 والمتعلق بخصوصة المؤسسات العمومية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 97 - 230 المؤرخ في 19 صفر عام 1418 الموافق 24 يونيو سنة 1997 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 97-231 المؤرخ في 20 صفر عام 1418 الموافق 25 يونيو سنة 1997 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 89 - 224 المؤرخ في 7 جمادى الأولى عام 1409 الموافق 5 ديسمبر سنة 1989 والمتضمن القانون الأساسي

سريان هذا المرسوم، أن يتابعوا أيضا تكوينهم في إطار نظام دراسات ما بعد التدرج الساري المفعول قبل نشر هذا المرسوم. ويتابعون تبعا لذلك الدراسات للحصول على دكتوراه دولة ويبقون خاضعين للنصوص التي تنظم ذلك مع مراعاة الشروط الواردة في المادة 132 أدناه.

المادة 132 : يستفيد المترشحون المسجلون بانتظام في التكوين ما بعد التدرج الثاني عند تاريخ سريان هذا المرسوم، والراغبون في متابعة تكوينهم في الدكتوراه في إطار نظام دراسات ما بعد التدرج الساري المفعول قبل نشر هذا المرسوم، في أجل أقصاه اثنان وسبعون (72) شهرا لإنهاء أعمالهم ومناقشتها. ويسري هذا الأجل عند تاريخ نشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

المادة 133 : تدرس عرائض المعادلات بالنسبة للشهادات الأجنبية في ما بعد التدرج المودعة والتي لم تدرس عند تاريخ نشر هذا المرسوم، بالرجوع إلى الشهادات التي تطالب بها العريضة.

المادة 134 : تدرس عرائض المعادلات بالنسبة للشهادات الأجنبية في ما بعد التدرج المودعة بعد تاريخ نشر هذا المرسوم، بالرجوع إلى الشهادات الوطنية التي يكرسها هذا المرسوم.

المادة 135 : لا تطبق أحكام المادة 51 على المترشحين الحائزين شهادة الماجستير قبل تاريخ نشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

المادة 136 : لا تطبق أحكام هذا المرسوم على التكوين في مجال العلوم الطبية وجراحة الأسنان والصيدلة التي تبقى خاضعة للنصوص الجاري بها العمل.

المادة 137 : تُلغى جميع الأحكام المخالفة لأحكام هذا المرسوم، لا سيما المرسوم رقم 87 - 70 المؤرخ في 17 مارس سنة 1987 والمتضمن تنظيم الدراسات العليا.